

DIRECTEUR-PROPRIÉTAIRE.

N. BORDEANO.

## ABONNEMENTS :

	UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS
Péra.....	50 francs	26 francs	14 francs
Provinces.....	65 »	34 »	—
Étranger.....	80 »	42 »	—

Toute demande d'abonnement qui n'est pas accompagnée d'un mandat de poste ou d'une valeur à vue sur Constantinople est considérée comme nulle.

Un numéro 60 Paras.

## LA TURQUIE

JOURNAL POLITIQUE, COMMERCIAL, INDUSTRIEL &amp; FINANCIER.

ADMINISTRATEUR : ANDRÉ ZEPHY.

## INSERTIONS :

annonces 1 <sup>re</sup> page.....	3 piastres la ligne
annonces 2 <sup>me</sup> page.....	6 » la »
annonces 3 <sup>me</sup> page.....	15 » la »
Insertions, corps du journal.....	15 » la »
La Livre Turque à p. 400.	

Les abonnements partent du 1<sup>er</sup> janvier, 1<sup>er</sup> avril, 1<sup>er</sup> juillet, 1<sup>er</sup> octobre, et se payent d'avance.  
Les manuscrits non insérés ne seront pas rendus.

Un numéro 60 Paras.

Abonnements et annonces : à Péra, dans les bureaux de LA TURQUIE, rue Kutchuk-Hendek, 29, près la Tour de Galata.

A SMYRNE, chez M. Caridi ; à PARIS, chez MM. Havas, Lafitte et C<sup>ie</sup>, 8, Place de la Bourse ; à ROME, chez les principaux libraires ; à MILAN, chez MM. Manzoni et C<sup>ie</sup>, via Della Sala. — Les annonces et abonnements pour l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et la Suisse, sont exclusivement reçus chez MM. Rotter et C<sup>ie</sup>, à Vienne, 1 Riemergasse, 43. — Les annonces pour l'Angleterre sont exclusivement reçues à LONDRES, chez M. E. Micoud, 139-140 Fleet Street.

## DÉPÊCHES TÉLÉGRAPHIQUES.

(Agence Bordeano et C<sup>ie</sup>.)

## Autriche-Hongrie.

Vienne, 5 juin 9 h. soir.

Obligations Rouméliennes... fr. 42.10  
Pièce de 20 francs..... » 9.98  
Agio..... » 110.50  
Change sur Londres..... » 125.—

Les journaux signalent une réponse de lord Derby. Cette réponse manifesterait des symptômes d'un rapprochement de vues entre la Russie et l'Angleterre dans la question orientale.

## France

Paris, 5 juin.

5 % ottoman..... fr. 8.25  
Obligations Rouméliennes..... » 23.—  
Cours ferme.  
L'opinion publique est toujours hostile au gouvernement.

## Roumanie.

Bucarest, 5 juin.

On attend dans notre ville le général Ignatieff.

Les rails des chemins de fer qui avaient été emportés par les eaux ont été rétablis. Cependant on est d'avis que les eaux empêcheront les opérations du passage du Danube pendant le mois de juin.

## NOUVELLES DE LA GUERRE.

(Télégrammes officiels.)

(traduits du Djéridi-Akéré.)

Suleiman pacha, commandant en chef de l'armée de l'Herzégovine, au ministère de la guerre.

4 juin 1877.

Aujourd'hui, de très bon matin, je me suis mis en marche de mon quartier général d'Anfouchka, près de Gatchko. Je suis arrivé sans coup férir jusqu'aux forêts dits Tchifé-Koulér, situés au pied de la hauteur d'Orlat.

Depuis ce point jusqu'à Kratchich, l'ennemi occupait de trois côtés toutes les collines et hauteurs d'un accès des plus difficiles.

A 6 heures et demie environ, l'ennemi a ouvert le feu et aussitôt nos troupes ont commencé l'attaque de ses positions. Les fortifications que les Monténégrins avaient élevées depuis tant de temps s'étendaient des suds Tchifé-Koulér jusqu'à Kratchich qu'elles enveloppaient.

Avec la grâce de Dieu et sous les auspices du Padischah, jusqu'à 11 heures du soir, nos soldats ont enlevé après un combat acharné toutes les positions des Monténégrins.

Dans cette lutte sans précédents dans les guerres du Monténégro, les montagnards, décidés à tout sacrifice, ont disputé pied à pied le terrain en assurant vigoureusement nos soldats qui, de leur côté, renouvelant sans cesse l'attaque, se battaient corps à corps avec l'ennemi. Enfin, grâce à la bravoure indomptable de nos troupes, toutes les positions de l'ennemi ont été arrachées, une à une, séparément, et les montagnards ont été battus et repoussés.

Ainsi, toutes leurs positions ainsi que le fort de Kratchich sont restés entre nos mains.

Bien que le nombre des Monténégrins qui ont pris part à ce combat ne soit pas connu d'une manière absolument précise, vu l'étendue de leurs positions, il y a lieu d'estimer qu'il n'était pas d'un nombre inférieur au chiffre de 6000. C'est ce qu'on peut aussi inférer du grand nombre de morts et de blessés qu'ils ont laissés sur le terrain.

Le plus souvent le combat ayant eu lieu corps à corps, comme je l'ai dit ci-haut, nos soldats tuaient les montagnards à coups de baïonnette. N'ayant pas encore reçu les bordereaux de nos bataillons, je ne puis préciser au juste le chiffre de nos pertes. Toutefois, nos pertes en officiers et en soldats sont proportionnellement inférieures à celles de l'ennemi.

Il m'est impossible de donner une idée exacte de la bravoure et du courage dont nos troupes ont fait preuve dans cette journée sanglante. Soldats et officiers, tous ont fait leur devoir, mais celui qui s'est distingué d'une manière éminente, c'est Hadji Osman bey, lieutenant-colonel du 4<sup>me</sup> régiment d'infanterie de la garde impériale.

Je vous soumettrai dans la suite le chiffre exact de nos pertes et de celles de l'ennemi, ainsi qu'une liste nominale des officiers et des soldats qui se sont le plus distingués dans la journée.

A la suite de cette défaite des Monténégrins, le siège du fort d'Izstop se trouve aussi levé. Bien que nous ne soyons pas encore en communication avec ce fort qui est à deux heures de distance de Kratchich, point que nous occupons actuellement, j'espère que ce soir ou demain nos communications avec Izstop seront établies.

Suleiman pacha au ministère de la guerre.

Le 1<sup>er</sup> juin 1877.

Le commandant de Trébigne me télégraphie, à la date du 31 mai, ce qui suit :  
Hier, deux mille Monténégrins environ prenant position sur la hauteur qui domine le fort Azizié, près du fort Klich ont dressé une embuscade et ont commencé à enlever le bétail qui paissait aux environs. Ils ont pris 200 bêtes à cornes et 7 chevaux appartenant aux habitants, à l'exception d'un cheval qui appartenait à un soldat. Dans le combat qui s'en est suivi, et qui a duré 3 heures environ, les Monténégrins ont laissé trois morts. Un des nôtres, habitant de Kopantchik, a été tué.

Un détachement composé de vingt soldats réguliers et de 55 mustehafiz a été formé et envoyé en secours sur les lieux, sous le commandement d'Adem agha, binbachi des mustehafiz de Kopantchik.

Le général de division Mehmed Ali pacha, commandant de Novi-Bazar, au ministère de la guerre.

3 juin 1877.

Le commandant d'Akova m'informe aujourd'hui que, dans la nuit du 31 mai vers 5 heures, deux mille Monténégrins ont attaqué notre détachement de 105 redifs campés dans le village d'Ichtoz, situé sur la rive de la rivière Dara dans le district de Virans entre Akova et Kolachin. Le combat a duré jusqu'au matin. Les Monténégrins ont eu 80 morts et, vers 10 heures ils se sont retirés pour tomber plus loin dans une embuscade qu'avait dressée un détachement d'auxiliaires formé par les hommes de la tribu des Kaliks. Dans ce nouveau combat, les Monténégrins ont été mis en fuite. Ils ont laissé une vingtaine de cadavres et tous les bestiaux qu'ils avaient enlevés.

Nos pertes dans ces deux combats consistent en trente-six morts, redifs, mustehafiz et auxiliaires, et en une dizaine de blessés.

Dépêche télégraphique adressée à S. Exc. le ministre de la guerre par S. Exc. Ali Saib pacha, commandant la division de Scutari, en date du 22 mai (3 juin) 1877.

Aujourd'hui dimanche, vers huit heures de nuit à la turque, je me suis mis en marche avec ma division pour m'emparer des hauteurs bien connues de Hallet, d'Ougastchka, Glavitcha, Yildiz, Servidina, Glapoutcha, Mamber et Delmiro que j'ai occupées sans encombre.

En même temps, le général de brigade Hadji Hussein pacha opérait un mouvement offensif sur la droite du fleuve Zir et arrivait sur les retranchements de Yéni-kay, de Sevk et de Boyalyat, d'où il délogait l'ennemi et s'emparait d'un certain nombre de chevaux et de fusils abandonnés par les rebelles dans leur fuite.

## NOUVELLES DU JOUR.

Le prince Iskender khan, frère de l'Emir de l'Afghanistan, a eu l'honneur d'être reçu hier, en audience, par S. M. le Sultan.

S. M. le Sultan a conféré les insignes de l'ordre de l'Osmânî, 3<sup>me</sup> classe, au colonel Djémal bey, directeur de la cartographie impériale de Kirk-Aghatch.

Plusieurs autres officiers attachés à cette fabrique ont été décorés du Méddjidé de 4<sup>me</sup> et 5<sup>me</sup> classe.

Ali pacha, gouverneur général d'Andrinople, qui se trouve depuis quelques jours dans notre ville, repartira aujourd'hui pour son poste.

Le directeur du Lycée impérial a fait savoir à la Commission des souscriptions du Séraskérat que le Lycée met à la disposition de cette Commission une somme de 800 L. T.

Une partie de cette somme provient des économies qui ont été introduites dans les dépenses de l'établissement, et l'autre partie de l'abandon que les employés ont fait de leurs appointements en faveur de l'œuvre nationale.

Ali Suavi effendi informe, en outre, qu'une certaine quantité de plomb, — 3,000 onces environ, — se trouve disponible dans le Lycée de Galata-Sérail.

Ce plomb, qui pourra être utilisé, sera transporté à la Grande Maîtrise de l'artillerie.

## Dons patriotiques.

Listre des dons en chevaux et en argent en faveur de l'armée impériale, remis à la commission instituée à cet effet au Séraskérat par LL. AA. les princes impériaux, les Vézirs, les ministres et les fonctionnaires habitant Constantinople, depuis le 2/4 mai jusqu'au 17/29 du mois.

1<sup>re</sup> LISTE.

## Dons en argent.

S. A. le prince Réchad effendi.....	P. 25,000
S. A. le prince Kémal-ed-din effendi.....	20,000
S. A. le prince Nour-ed-din effendi.....	10,000
S. E. Chérif Hussein pacha.....	4,000
S. E. Hamdi pacha, ministre de la police.....	4,000
S. E. Ohannès effendi, ministre du commerce et de l'agriculture.....	4,000
S. E. Rustem pacha.....	30,000
M. Baruch Cohen, notable négociant de Galata.....	6,000
Hamparoun effendi, orfèvre du Palais.....	2,000
Le Belekadjî Hadji Moustapha eff. Les grands officiers du Conservatoire impérial et les employés du Palais.....	96,000
MM. Abdullah frères, photographes du Palais impérial.....	2,500
M. le sénateur de Castro effendi, médecin-consultant de S. M. le Sultan.....	2,000
	P. 215,500

## Dons en nature (chevaux).

S. A. le Grand-Vézir Edhem pacha.....	4
S. A. Ruchdi pacha, ancien Grand-Vézir.....	4
S. A. Mahmoud pacha, grand maître de l'artillerie.....	6
S. E. le ministre de la guerre.....	7
S. E. Husni pacha, président du Dâr-i-Chour.....	2
S. E. Djedvet pacha, ministre de l'intérieur.....	2
S. E. Savet pacha, ministre des affaires étrangères.....	4
S. E. Namik pacha.....	2
S. E. Réoif pacha, ministre de la marine.....	5
S. E. Yousouf pacha, ministre des finances.....	2
S. E. Kadri pacha, président du Conseil d'Etat.....	2
S. E. Hamdi pacha, ministre de la police.....	3
S. E. Mahmoud pacha, chef de l'état-major général.....	3
S. E. Hassan pacha, président de la section de l'intendance.....	3
S. A. I. Adil Sultan.....	6
S. E. Mahmoud pacha, président de la section du Vizam.....	1
S. E. Assim pacha, ministre de la justice.....	2
S. E. Ahmed bey, mustehafir du ministère de la guerre.....	2
S. E. Halil Chérif pacha, ambassadeur ottoman à Paris.....	2
S. E. Suleiman Réchad bey, membre de la cour d'appel.....	1
S. E. Hourchid pacha, mustehafir du grand-vézirat.....	2
S. E. Nécé bey, président de section à la cour criminelle.....	1
S. E. Eyoub pacha, président de Tophané.....	2
S. E. Atif bey, ancien premier secrétaire du Palais.....	2
S. E. Tavar pacha, commandant de la place de Constantinople.....	1
S. E. Saadi bey, muhasséddji du ministère des travaux publics.....	1
S. E. Edhem pacha, sénateur.....	2
S. E. Said effendi, premier secrétaire du Dâr-i-Chour.....	1
S. A. Mahmoud pacha, membre du Conseil d'Etat.....	4
	78 10 9

Les nouvelles suivantes ont été publiées hier dans notre édition du soir :

On sait qu'un régiment composé exclusivement de volontaires circassiens a été formé aux frais de S. M. le Sultan. Ce régiment, dont l'organisation est déjà au complet, a été passé, l'autre jour, en revue par le Sultan. Sa Majesté a été, dit le Journal officiel, très satisfaite de la tenue et de l'attitude de ces cavaliers qui seront incessamment expédiés sur le théâtre de la guerre. Le Sultan, à la fin de la revue, a accordé une gratification aux volontaires.

Ainsi que nous l'avons annoncé, Munir effendi, drogman du Divan Impérial, garde ses appartements à cause d'une indisposition.

Le Sultan, l'ayant appris, ne s'est pas contenté de faire prendre des nouvelles de la santé de Munir effendi dans des termes on ne peut plus bienveillants, S. M. a daigné aussi lui envoyer une somme d'argent sur sa cassette particulière et a donné l'ordre qu'un médecin du Palais aille chaque jour visiter ce haut fonctionnaire jusqu'à son complet rétablissement.

Cet acte du Sultan se passe de tout commentaire.

Un irradié impérial a autorisé à augmenter, pendant la durée de la cam-

pagne, la solde des gendarmes à cheval qui, comme nous l'avons annoncé, seront expédiés de divers vilayets sur le théâtre de la guerre. En outre, il leur sera payé deux mois d'avance à titre de frais de route.

La dépense nécessitée par cette augmentation sera réglée sur les fonds alloués pour l'équipement des volontaires.

Les oulémas et hodjas qui ont été désignés comme aumôniers de l'armée sont partis pour aller rejoindre les corps d'armée auprès desquels ils ont été nommés.

D'après une inscription gravée sur le porte de la forteresse de Soukhoumkalé, cette place forte a été bâtie sous le règne du Sultan Ahmed III, par les soins du Grand-Vézir Damad Iorahim pacha.

Le Sultan Ahmed III monta sur le trône en 1703. Il donna à Bender, un asile à Charles XII, roi de Suède qui venait d'être battu à Pultava.

(Phare du Bosphore).

D'après le Bassiret, un nouveau combat s'est engagé du côté de Soukhoumkalé, dans lequel l'ennemi a eu des pertes très considérables. Un grand nombre de prisonniers, beaucoup d'armes et de munitions ont été les trophées de cet engagement.

Des informations précises aux mail leurs sources, dit le même journal, nous apprennent qu'Ali Saib pacha a battu les Monténégrins du côté de Podgoritz, et les mouvements de troupes placés sous son commandement tendent à opérer la jonction avec la division placée sous le commandement de Suleiman pacha, jonction qui, une fois opérée, résoudra la question monténégrine.

Le gouverneur général de Van, Hassan pacha, annonce par télégraphe au ministre de l'intérieur que dans la journée du 1<sup>er</sup> juin il n'y a eu aucun fait d'armes important à signaler.

Ce télégramme est publié dans le Journal officiel.

Le chiffre des chevaux qui ont été réquisitionnés jusqu'aujourd'hui au Séraskérat s'élève à 850. Dans ce chiffre ne sont pas compris les chevaux que le Palais a mis à la disposition du Séraskérat.

Les souscriptions en faveur de l'armée ont atteint, à Smyrne, jusqu'à la date du 20 mai, la somme de 544,081 piastres.

Vo le nombre des stationnaires et bateaux étrangers mouillés devant Tophané, la police a fait une exception en faveur de cette échelle et a permis à cinq caïques d'y rester toute la nuit pour le transport des passagers. Il est interdit, toutefois, à ces caïques de recevoir à leur bord des militaires turcs après 9 heures du soir.

(Levant Herald.)

Hakki pacha, ex-gouverneur de Widou, est arrivé hier à Constantinople.

On écrit de Kustendjé au Néologos : La ville est presque dépeuplée. La Compagnie du chemin de fer a cessé ses travaux, à la suite de la mesure administrative qui défend l'exportation des céréales. Dix-huit sloop se trouvent à Tchernavoda chargés de blé. Il leur est défendu de décharger leurs cargaisons.

De temps à autre on entend à Kustendjé le bruit du canon de Hirschova. Les troupes de la Dobroudja sont occupées à faire des tranchées à Anadolkoï, village situé à une demi-heure de Kustendjé.

Les dépêches suivantes ont été reçues dans notre ville :

New-York, 4 juin.

La canonnière russe Cosnostak a quitté hier San-Francisco, avec des ordres cachetés.

Londres, 4 juin, soir.

La séance de la Chambre des communes a été aujourd'hui sans importance.

Athènes, 4 juin.

La chambre a accepté la résolution relative à la formation d'un cabinet fusioniste de tous les partis.

## ACTES OFFICIELS.

## Nominations.—Promotions.

Par ordonnance impériale :

Vessaf effendi, est nommé sous-gouverneur d'Okhrida, vilayet de Salonique ;  
Ahmed Assym effendi, ex-sous-gouverneur du district de Harem, est nommé, en la même qualité, à Narda, sandjak de Préveza ;

Mehmed Tewfik effendi, ex-sous-gouverneur d'Inéboli, est nommé, en la même qualité, à Plevna, vilayet du Danube ;

Saib effendi, ex-sous-gouverneur de Ghumurdjina, est nommé, en la même qualité, à Zagra-Attik, vilayet d'Andrinople.

## Le Parlement.

Après la séance publique de samedi dernier dont nous avons publié le compte-rendu, la Chambre des députés s'est réunie le même jour, à 8 heures à la turque, en séance privée, sous la présidence de Baha-Eddin effendi, vice-président.

M. Alcibiade Liambey, député de Jannina, a demandé la parole pour répliquer au discours que M. Sarakioti a prononcé dans la séance publique au sujet du recrutement des sujets non musulmans.

Baha-Eddin effendi fait remarquer que M. Sarakioti n'est pas présent à la séance. Il en résulte qu'il n'est pas convenable de répliquer, en son absence, à son discours.

Plusieurs députés ayant fait observer que que ces collègues de M. Sarakioti étant de la même opinion que lui en ce qui concerne cette question, peuvent répondre à l'orateur en la place de M. Sarakioti, le vice-président a donné la parole à M. Alcibiade Liambey qui monte à la tribune.

L'orateur accepte en principe le service militaire pour les non musulmans, par la raison que tout droit implique un devoir. Il fait remarquer toutefois que l'application de cette mesure dans les circonstances actuelles présente plusieurs difficultés, voire même des inconvénients. Les Grecs déshabitués, à-t-il dit, depuis tant de siècles, de l'usage des armes seront très émus par la nouvelle de la conscription appliquée pour la première fois en temps de guerre. Et en effet un peuple non familiarisé avec la vie militaire et occupé exclusivement de travaux pacifiques pourrait être mécontenté par ce brusque changement. Il est indispensable, avant de procéder à l'application de la mesure, que les non musulmans se familiarisent avec l'idée de la conscription.

A cet effet, l'orateur a démontré qu'il est nécessaire que des jeunes gens chrétiens soient au préalable admis dans les écoles militaires afin qu'ils forment les cadres des bataillons chrétiens.

Il est vrai, a ajouté M. Liambey, que la Constitution ne faisait aucune distinction, on peut considérer qu'il est sans importance que les officiers soient des musulmans ou bien des non-musulmans ; mais dans les basses couches de la société, où principalement les soldats sont pris, ces distinctions n'ont pas encore été effacées et le chrétien ne se croira réellement égal au musulman que lorsqu'il servira sous des officiers chrétiens.

Enfin, M. Liambey a terminé en disant que tout en acceptant en principe le projet de la conscription générale, il pense que si cette mesure est accompagnée d'un traitement égal pour les chrétiens dans les branches administratives et judiciaires, elle peut avoir pour résultat l'union tant désirée. En émettant ces réflexions, conclut l'orateur, il croit qu'il remplit un devoir envers le Souverain et envers ses électeurs.

Nicoleki effendi Soulidès a succédé au préopinant à la tribune. Son discours se résume ainsi :

Nous voyons, d'après ce qu'a dit mon honorable collègue, M. Alcibiade Liambey, que personne ne s'oppose en principe au recrutement des non-musulmans. La presse de Constantinople, ayant aussi tout dernièrement traité cette question, n'a pu nier que les droits sous-entendus des devoirs et qu'un des moyens les plus efficaces pour assurer l'égalité dans toutes les classes de la société, c'est le service militaire. Les observations que les publicistes et d'autres ont émises sur cette question découlent, à mon avis, d'une hypothèse erronée. On a cru que le gouvernement se proposait d'envoyer immédiatement sur le champ de bataille des conscrits inexercés et peu formés à la vie militaire. Cela est impossible. Apprendre plus ou moins imparfaitement le maniement du fusil, s'habituer à quelques marches militaires, ce n'est pas là tout ce qui forme le soldat. Le militaire a beaucoup à apprendre et surtout le militaire que l'on prend dans les rangs d'un peuple qui, depuis plusieurs centaines d'années a oublié ce que sont les armes, le service et la discipline militaires. Le soldat entre autres qualités morales doit posséder le sentiment. Ce sentiment doit être en lui puissant au point d'étouffer tout préjugé et toute autre idée. Il faut que le soldat sente que son devoir est de se battre et de sacrifier son existence. Les Musulmans vont volontiers à la guerre, parce que l'Islam leur promet le Ghaza et le Chehadet, mais les chrétiens n'ont pas des raisons religieuses pour se battre. La religion du Christ, au contraire, leur défend la guerre. Aussi le soldat chrétien a-t-il besoin d'autres motifs, d'incitations d'une autre nature pour se battre. Il faut qu'il soit convaincu qu'il se battra pour la patrie commune, pour des intérêts communs, pour son foyer et sa famille. Tout cela ne peut pas être obtenu en deux semaines ou en deux mois. Il faut au minimum deux ans entiers pour former un bon soldat. D'ailleurs, en admettant même que ces soldats, inexercés et inexpérimentés, fussent expédiés sur le

champ de bataille, ils seraient renvoyés dans leurs foyers par les commandants militaires, de peur que leur inexpérience, ne compromit le reste de l'armée. Pour toutes ces raisons, tout en acceptant en principe le service militaire pour les non-musulmans, Soulidès effendi pense que le gouvernement impérial ne se propose pas de procéder à l'application immédiate de cette mesure. Plusieurs députés musulmans ont voulu répliquer aux députés grecs, mais le vice-président, considérant que la discussion sur cette question pourra être reprise lorsque le gouvernement l'aura provoquée par quelque projet de loi, a levé la séance.

## L'unification des monnaies.

On lit dans le Levant Herald :

La question de l'unification des monnaies a fait un pas. Il paraît maintenant que le Mahieh lui accorde l'attention qu'il aurait pu lui donner utilement au moment où l'émission du caime vint ajouter encore à la confusion existante. Nous sommes d'autant plus heureux de croire que Yousouf pacha étudie la question à un point de vue pratique, que tout l'avenir financier du pays dépend de l'adoption, dans la mesure et au temps voulu, de réformes qui peuvent favoriser l'affluence de capitaux étrangers en Turquie. Plusieurs parmi ces réformes ne sauraient être entreprises dans les circonstances actuelles ; mais celle de l'unification des monnaies n'est pas de ce nombre. Il en est heureusement ainsi, car la grande réforme, celle qui doit précéder toutes les autres, est la simplification et l'épuration du système de trésorerie, — et le tout premier chapitre de cette réforme est l'unification des monnaies. Il sera superflu d'insister aujourd'hui sur la prostration financière dont souffre la Turquie ; le ministre des finances en connaît toute l'étendue. Nous y faisons allusion uniquement pour faire ressortir que le relèvement n'est aucunement désespéré, mais qu'il y a une seule voie pour y arriver : c'est l'adoption d'habitudes saines dans le département des finances.

Les circonstances particulières de l'Empire ottoman pendant le règne d'Abd-ul-Aziz ont produit des notions confuses sur plusieurs sujets et, parmi tant d'autres, sur la croyance que l'occupation spéciale d'un ministre des finances devait être celle d'emprunter de l'argent, et que le meilleur ministre était celui qui empruntait le plus. Il faut maintenant adopter le principe opposé, et reconnaître que le ministre des finances doit tout spécialement s'abstenir d'emprunts et que le meilleur ministre est celui qui poursuit son chemin en empruntant le moins possible. On objectera que les besoins du Trésor sont tels qu'on ne peut éviter d'emprunter, et sans doute, c'est là le cas. La réponse à ce motif de nécessité est que des emprunts, jusqu'à une certaine limite, peuvent être justifiés par l'application simultanée des mesures tendant à augmenter la prospérité matérielle du pays. Cette suggestion ne sera pas probablement bien reçue, car le Trésor peut mettre en avant l'urgence et la pression de besoins qui ne laissent pas le temps de prendre en considération des mesures de longue portée. Mais son adoption serait trouvée tout aussi inévitable en pratique, quelle que soit la théorie. Car, pour pouvoir emprunter, il est d'abord nécessaire de trouver un prêteur. Dans l'état actuel du crédit de la Turquie, qui n'est pas appuyé sur les éléments les plus appréciés sur le marché monétaire, les prêteurs se présenteraient seulement pour des mesures qui tendraient à augmenter la prospérité nationale et qui créeraient, en même temps, que la dette les moyens de l'éteindre.

Par conséquent, la situation actuelle du Trésor ottoman est que sa puissance, comme emprunteur, est précairement limitée à une sphère dans laquelle un emprunt est non-seulement sûr, mais avantageux ; de sorte que si le Trésor cherche maintenant à emprunter, il doit d'abord adopter des mesures utiles au pays et de nature à produire des résultats tangibles offrant au prêteur une garantie de remboursement. Cette restriction est, naturellement, ressentie en ce moment, où l'on a tant besoin d'argent pour les dépenses militaires. Mais il ne faut pas oublier que si le Trésor s'était limité pendant la paix, il aurait pu se laisser un peu d'argent aujourd'hui et n'aurait pas ressenti l'étreinte actuelle. Mais ces réflexions appartiennent au passé, et nous ne nous y arrêtons que pour démontrer que la question des réformes économiques doit être la question du jour et que le Trésor ne peut espérer trouver une somme, si modeste qu'elle soit, sans en donner un équivalent réel et substantiel sous forme d'une réforme reproductive.

Telle étant la situation, nous nous trouvons encore une fois en présence d'un fait sur lequel nous avons souvent cherché à insister : le Trésor, à savoir, que sa seule ressource de crédit se trouve dans le papier-monnaie et que ses efforts les plus constants doivent être employés à le protéger. La manière d'obtenir ce résultat, nous le répétons encore une fois, est d'enrichir de la circulation les monnaies qui fournissent un instrument à l'agiotage et qui font concurrence au papier-monnaie. Ces monnaies sont les altiks, bechliks et leurs subdivisions, qui offrent à la confrérie des changeurs de monnaies non-seulement un instrument pour torturer l'humanité, mais en plaçant encore un autre entre les mains de fonctionnaires sans scrupule pour se livrer à des opérations qui discréditent le caime tout autant que le fonctionnaire. Dans



cette unité doit être remplacée par la chose choisie comme le type de l'union. En effet, la proposition est superflue parce que si l'on retire le *bedchick* le *caimé* ira forcément remplir le vide créé par le retrait. Naturellement cela s'applique aux *bedchicks* et *atlicks* — aux monnaies de 5 et 6 piastres, valeur nominale — et non à leurs subdivisions. Un *caimé* de 5 piastres ne peut, assurément, faire l'office de dix pièces de demi-piastre, et lorsque ces monnaies subdivisionnaires seront retirées, il sera nécessaire de leur donner un substitut. Les billets d'un piastre se perdent trop facilement, se manient très-mal et sont trop faciles à imiter pour qu'ils soient utiles, et si on ne les retire pas, comme on devrait le faire, ils disparaîtront.

Par conséquent, il ne reste pour le service subdivisionnaire de la monnaie que le cuivre, lequel a peut-être dans son poids considérable ne cause de pénétrer dans les provinces éloignées. Il est donc nécessaire, en retirant les *bedchicks* et autres, de retirer le cuivre également et de frapper une monnaie subdivisionnaire légère, propre et convenable qui offre le moyen de payer les fractions qui forment la grande masse des transactions des classes pauvres. Sans l'accompagnement de cette monnaie, le *caimé* ne s'étendrait pas à tous les besoins de la circulation et se trouverait, par conséquent, dans une position désavantageuse. On propose, dans ce but, au Trésor, de frapper une monnaie d'argentine, pesant 6 grammes par piastre, ou 2/7 du poids des piastres en cuivre actuelles, et d'une valeur intrinsèque un peu plus grande que cette monnaie. Par conséquent, la seule monnaie en circulation serait le *caimé* jusqu'au billet de 5 piastres, avec une monnaie subdivisionnaire d'argentine suffisamment abondante pour les appoints.

Des facilités et des avantages considérables sont offerts au gouvernement pour l'exécution de cet arrangement, qui réaliserait complètement l'idée de l'unification monétaire, autant qu'elle est possible avec un papier à cours forcé. Les avantages en sont incontestables. Cet arrangement fait disparaître la confusion monétaire actuelle; il arrête l'agiotage, cette guerre fratricide de monnaie à monnaie, dans laquelle le plus faible (le *caimé*) est naturellement la victime; il rend impossibles maintes mauvaises transactions qui sont maintenant en vogue; il ouvre un plus vaste champ au papier-monnaie, dont l'expansion constitue le seul instrument de crédit que possède maintenant la Turquie; il offre au Trésor le bénéfice de retirer du remplacement de l'article plus coûteux par un autre meilleur marché; enfin il substitue l'ordre au désordre, la raison à ce qui n'est pas rationnel, et lors même que le Trésor n'apprécierait pas pour son propre compte ces améliorations, elles devraient avoir une certaine valeur aux yeux de ce département à cause de leur bonne réputation et de la haute estime qu'elles seraient de nature à faire rejaillir sur le gouvernement du Sultan.

#### Tribunal Consulaire de France.

Présidence de M. Cor, élève-consul.

Audience du 1<sup>er</sup> juin.

EVAIN DE VANDEUVRE CONTRE M. DOBIGNIE,

CONSUL DE FRANCE, PARTIE PRINCIPALE.

M<sup>me</sup> LA BARONNE EVAIN, intervenante.

Nous complétons le compte-rendu du procès intenté par M. Evain de Vandœuvre à M. le consul de France, en reproduisant ci-après le jugement rendu par le Tribunal consulaire, dans son audience du 1<sup>er</sup> juin courant.

Le jugement, qui consacre la légitimité du refus de M. le consul aux publications et à la célébration du mariage de M. Evain de Vandœuvre, repose sur des considérations de l'ordre le plus élevé et nous paraît avoir fait une application aussi exacte qu'impartiale des vrais principes de la matière.

METRIER (Louis), avocat.

Licencié en droit de la faculté d'Aix.

Le Tribunal, jugeant en premier ressort

Sur l'intervention.

Attendu que le droit pour M<sup>me</sup> la baronne

veuve Evain d'intervenir dans la présente instance n'a pas été contesté;

Que son intervention est d'ailleurs régulière dans la forme et que son intérêt à prendre part aux débats et à conclure pour qu'il ne soit pas porté atteinte à ses droits est évident;

Qu'il y a donc lieu d'admettre son intervention;

Attendu, sur la demande formée par Evain de Vandœuvre, qu'elle tend à faire déclarer qu'il n'existe aucun obstacle légal au mariage projeté entre la dame Caroline Durand et lui, et que, par suite, l'officier de l'état civil sera tenu de procéder aux publications de ce mariage;

Attendu que cette demande a été introduite sur le refus formulé par M. Dobignie, consul de France, dans une ordonnance par lui rendue sur requête présentée collectivement par le demandeur et la dame Caroline Durand et qu'en présence des motifs du refus qui sont tous personnels à la dite demande;

Une chose surprend :

C'est que la présente demande n'ait pas été formée en son nom; ou tout au moins qu'elle ne s'y soit pas associée de même qu'elle s'est associée à celle en publications du mariage qu'elle projette.

Une question s'impose :

Celle de savoir si à raison de la nature du litige Evain de Vandœuvre est recevable dans son action.

S'il avait qualité pour l'introduire.

Que le refus de M. le consul de France est basé sur l'existence d'un mariage précédemment contracté par la dame Caroline Durand et sur le défaut de preuve de dissolution de ce mariage, le tout résultant d'actes non attaqués jusqu'ici, et de faits notoirement des effets ne peuvent être contestés par ceux qui ont intérêt et qualité pour en faire prononcer la nullité.

Attendu que les articles 180 et suivants du code civil énumèrent quelles sont les personnes ayant qualité pour attaquer un mariage et qu'Evain de Vandœuvre ne se trouve dans aucun des cas prévus par les dits articles.

Attendu qu'il n'a pas plus intérêt;

Car on ne saurait confondre dans le langage du droit la satisfaction ou la convenance personnelle et momentané avec l'intérêt réel actuel dont parle l'article 184, et que d'ailleurs dans l'espèce il n'a pas été convenu aux dispositions de loi rappelées par le dit article, contraventions qui donnent seules, en la matière, ouverture aux droits des tiers;

Attendu que pour échapper à ce défaut de qualité et d'intérêt qui rend son action irrécusable, Evain de Vandœuvre distingue la nullité du mariage qu'il reconnaît ne pas avoir et le droit qu'il s'arroge de le faire déclarer non-existent;

Cette distinction qui n'est qu'une confusion de mots représentant la même pensée, aboutissant aux mêmes résultats, serait, si elle était admise, la négation du droit, le renversement des principes sur lesquels repose la famille, l'ordre social.

En effet, lorsque comme dans l'espèce, deux personnes ont contracté une union et qu'il en a été dressé acte, lorsqu'en vertu d'un accord et de cet acte, les mêmes personnes ont porté le titre d'époux au vu et au de

tous; qu'elles ont déclaré que l'enfant né de l'une d'elles est issu de cette union, le fait de l'existence du mariage est certain, la preuve en est faite.

Ce mariage peut être vicié dans son essence, il peut être attaqué, il peut être annulé, mais il n'est pas nul de plein droit. Il existe jusqu'à preuve contraire, c'est-à-dire jusqu'à ce qu'une décision judiciaire le déclare nul et sans effet légal.

Par conséquent.

Etre admissible à prouver la non-existence d'un mariage équivalant à être admissible à en demander la nullité, en d'autres termes, à en attaquer la validité; en un mot, à faire ce qu'Evain de Vandœuvre tente par le présent procès.

Cette tentative, si elle aboutissait, aurait un résultat doublement funeste.

Les précautions prises par le législateur en vue surtout de favoriser le mariage et de le rendre inattaquable hors des cas par lui prévus étant éliminées, cette institution se trouverait à la merci de quiconque en voudrait troubler la paix, et l'on pourrait voir, comme dans l'espèce, une famille désorganisée, époux, enfants, privés des droits les plus précieux sans même avoir été appelés à les défendre.

Il en résulterait également pour les membres de cette famille la faculté de rejeter ou d'admettre, selon la convenance de chacun, le résultat d'agissements faits en dehors de leur participation, ce qui serait profondément immoral et absolument contraire à la dignité de la justice. Attendu dès lors qu'Evain de Vandœuvre doit être déclaré non-recevable;

Attendu cependant qu'en présence de la distinction qu'il fait et en vertu de laquelle il se prétend fondé à repousser les effets du mariage qu'on lui oppose, mariage qui selon lui serait inexistante, il paraît utile sinon nécessaire d'examiner la valeur des arguments qu'il a produits à l'appui de la prétention et qui se résument comme suit :

Le mariage de la dame Caroline Durand et du prince Caradja n'est pas valable parce qu'il n'y aurait d'autre preuve de son existence qu'un acte religieux émané du curé de l'église St. Antoine de Padoue, constatant l'union religieuse prononcée à la date du 16 juin 1859 par le dit curé.

La validité de ce mariage contestable au point de vue religieux n'est pas admissible au point de vue civil puisqu'il n'a été ni transcrit à la chancellerie sur les registres de l'état civil, ni précédé des publications prescrites par l'article 170 soit en France, soit à Constantinople ainsi qu'il est d'usage à défaut de domicile d'origine.

Le mariage est inexistante au regard de la loi locale à défaut de l'accomplissement des prescriptions qu'elle exige pour en reconnaître la validité, et par conséquent la dame Caroline Durand est libre de tout lien légal; elle a pleine capacité pour contracter le mariage par elle projeté. Telles sont les prétentions d'Evain de Vandœuvre.

Attendu en ce qui touche le défaut de transcriptions et de publications.

Que la transcription sur les registres de l'état civil d'acte concernant un français mais émané d'une autorité étrangère n'est qu'une formalité qu'aucune loi ou règlement spécial ne prescrit, formalité purement facultative qui peut être remplie à n'importe quelle époque et dont l'accomplissement ne peut par conséquent en aucune façon influer sur la validité de l'acte qui en est revêtu.

Sur le moyen tiré du défaut de publications.

Attendu qu'il est incontestable que le mariage de la dame Caroline Durand avec le prince Caradja a été contracté dans les conditions de publicité exceptionnelles et de telle sorte qu'on ne peut lui reprocher ni le défaut de clandestinité ni celui de fraude, ni même celui de débâttement à la loi. Car, et contrairement à ce qui a été allégué, il s'agit d'usage à l'époque où le mariage dont il s'agit fut célébré et il a été d'usage depuis qu'il s'agit de domicile d'origine, les publications fussent faites, s'agissant d'une française se mariant avec un étranger, par l'autorité dont relevait le futur.

Que s'agissant du mariage d'une française avec un sujet ottoman ou réciproquement, il n'était jamais procédé à des publications par le consulat de France à raison de la nationalité de l'un des époux.

Attendu par conséquent qu'il y a lieu de décider dans l'espèce, en adoptant la doctrine de la jurisprudence invoquée au nom des défendeurs, que l'omission des publications n'entraîne pas à elle seule la nullité du mariage de la dame Caroline Durand et qu'on ne saurait le mariage est valable s'il a été contracté en conformité des usages du pays;

Attendu que l'usage étant la résultante d'une série non interrompue de faits connus, d'une manière de faire constante, ne se discute pas plus qu'il ne se démontre par le raisonnement ou à l'aide de comparaisons, d'analogues, d'assimilations;

Son existence s'affirme.

Il peut être tombé en désuétude, sa force peut être amoindrie, sa valeur atténuée par la coexistence d'autres usages, une loi peut l'abolir; hormis ces cas, il doit prévaloir;

Attendu que n'existant pas de lois réglant les conditions dans lesquelles les mariages mixtes peuvent ou doivent être contractés;

Il s'agit uniquement de rechercher et de déclarer si le mariage de la dame Caroline Durand avec le prince Caradja fut célébré selon le mode usité à Constantinople;

Attendu que ce mariage fut célébré ainsi que le constate l'acte du 14 juin 1859 par le curé de l'église de St-Antoine de Padoue et en conformité de l'usage établi;

Ce mariage en effet ne pouvait être célébré au consulat de France, le consul n'ayant pas attributions pour y procéder et il était comme il est encore d'usage en pareil cas que les parties se présentent devant un ministre du culte lequel, agissant et comme prêtre et comme officier de l'état civil dont il remplit les fonctions, reçoit la déclaration des époux, les unit et dresse acte de cette union, sur des registres spéciaux tenus et conservés dans l'église paroissiale. Cet acte n'est pas purement un acte religieux; car il mentionne expressément que la bénédiction nuptiale n'a pas été donnée, il revêt un autre caractère, il est dressé pour ou plier l'acte de l'état civil dont il est appelé à produire les effets;

Que tel est si bien le caractère de cet acte que l'usage a prévalu de ne donner au choix du ministre des cultes qui doit célébrer l'union d'autre importance que celle résultant de la force du sentiment religieux plus développée chez l'un que chez l'autre des contractants qui se trouvent appartenir à deux religions différentes;

Attendu dès lors qu'il est inexact de dire qu'en pareil cas et lorsque l'Eglise dont l'un des époux est le fidèle ne reconnaît pas la validité du lien matrimonial contracté en dehors d'elle, le mariage a lieu ou doit avoir lieu devant les Eglises respectives de chacun des conjoints;

Attendu que telle est la thèse soutenue dans l'espèce et qu'on appuie d'un document délivré par le Patriarche orthodoxe dont relève le prince Caradja et duquel il résulterait, au dire de la demande, qu'aux yeux du Patriarche, le mariage du prince Caradja avec la dame Caroline Durand serait non seulement nul et non existant, mais qu'il n'a pu

exister au prince Caradja aucune obligation d'aucune sorte;

Attendu que ce n'est là ni le texte ni le sens du document vant lequel constate uniquement qu'en principe, le mariage entre personnes de différents cultes est contraire et incompatible aux canons de l'Eglise orthodoxe;

D'où le Patriarche conclut;

Qu'il serait incompétent pour imposer une obligation quelconque au mari orthodoxe qui aurait enfreint les règles canoniques de son Eglise.

Le Patriarche, en conséquence, retourne la requête de la dame Durand au ministère des affaires étrangères par l'entremise duquel il a été consulté pour que la dite dame soit informée que c'est à une autre autorité que la sienne qu'elle doit s'adresser pour obtenir satisfaction contre son mari.

Tel est le sens, telle est la portée de la réponse du Patriarche, réponse faite non pas au ministère des affaires étrangères ottoman qui n'a été qu'un intermédiaire et qui par conséquent n'assume aucune responsabilité; mais bien une réponse adressée à la dame Caroline Durand sur des questions par elle posées dans sa requête;

De ces deux questions la première est tranchée, le mariage entre personnes de culte différent est contraire aux canons de l'Eglise orthodoxe; quant à la seconde, le Patriarche se déclare incompétent à la résoudre;

Se tenant sur le terrain régulier; n'envisageant la question qu'au point de vue canonique, il ne dit pas qu'un pareil mariage n'entraîne aucune obligation pour l'orthodoxe par lui qualifié de mari, il ne déclare pas inexistante le mariage contracté contrairement aux canons de l'Eglise orthodoxe, il n'en prononce pas la nullité;

Reconnaissant au contraire implicitement l'existence du mariage qui lui est signalé par l'épouse et les droits de celle-ci, comme ce mariage et ces droits ne tiennent pas leur existence de l'emploi du rite orthodoxe, emploi qui est le seul que le Patriarche se reconnaît le droit de sanctionner, il se déclare incompétent sans moyens d'action pour imposer une obligation quelconque au mari et renvoie sa requête à la dame Caroline Durand qui demeure ainsi prévenue que la demande en dissolution de son mariage qu'elle se propose d'introduire doit être adressée à une autre autorité.

Attendu qu'ainsi comprise, la déclaration délivrée par le Patriarche orthodoxe ne prouve rien contre l'usage établi; et que par conséquent il a été mal à propos soutenu que le mariage de la dame Caroline Durand avec le prince Caradja n'était pas valable au regard de la législation du pays;

Que s'il en était autrement et quand bien même une déclaration d'inexistence du mariage émanant du Patriarche serait produite, il resterait à examiner si la dame Caroline Durand serait fondée à s'en prévaloir devant la justice française;

Que la loi française, sans se préoccuper des questions de religion, de nationalité, de race, est basée sur d'autres principes que ceux qui pourraient motiver aux yeux du Patriarche orthodoxe l'annulation ou la non-existence du mariage de la dame Durand, les prescriptions dont l'accomplissement constitue le mariage aussi bien que les prohibitions qui le rendent impossible ou nul;

Et que, dès lors, le seul devoir d'un tribunal français consiste à examiner si le français qui au moment où il a contracté son union était régi par son statut personnel a contrevenu à la loi ou s'il en a rempli les prescriptions;

Etant admis qu'il a été satisfait aux prescriptions de la loi française le prince Caradja lui-même ne pourrait invoquer devant les tribunaux français son irrégularité vis-à-vis de l'autorité religieuse dont il relève;

Encore moins admissible est-il que la dame Caroline Durand puisse s'en prévaloir.

Née française, la dame Caroline Durand s'est mariée en observant la loi qui la régit, elle a vécu et considéré son mariage comme existant et valable; la meilleure preuve en est la requête au ministère des affaires étrangères ottoman, qui fut par elle-même transmise au Patriarche et dans laquelle elle déclare être mariée et vouloir mettre fin à son mariage. En affirmant ainsi son mariage, la dame Caroline Durand était dans le vrai et il est au moins regrettable que quel qu'un pour elle ait essayé de faire déclarer le contraire. Attendu dès lors que c'est avec une haute raison, la connaissance approfondie, le sentiment parfait des devoirs et des droits que lui imposent les intérêts privés et publics dont il a charge que M. Dobignie, consul de France, a refusé de faire procéder à la publication du mariage projeté par Evain de Vandœuvre et la dame Caroline Durand.

Par ces motifs;

Déclare Evain de Vandœuvre mal fondé dans sa demande, en conséquence le déboute et le condamne à tous les dépens.

(Courrier d'Orient.)

#### BOURSE DE GALATA

10 heures

Ouverture..... P 9.8  
En ce moment..... P 9.8  
Obligations Rouméliennes..... P 23.-  
Papier monnaie — L. T. 100 P. 180.10

#### OBSERVATOIRE IMPERIAL METEOROLOGIQUE

TEMPS MOYEN DE CONSTANTINOPLE.

6 Juin 1877.  
Lever du soleil..... 4 h 31 m.  
Coucher..... 7 h 30.  
Temps moyen à midi apparent..... 11 h 58 23  
H. à la turque à midi moyen..... 11 h 26

8 heures du matin.

Baromètre..... 761.7  
Thermomètre..... 19.5  
Humidité..... 45.5  
Maxima de la veille..... 21.8

Direction et force du vent ENE. faible.

#### Le Caucase.

Les diverses tribus qui peuplent la région du Caucase sont très nombreuses et très différentes par la race, par le nombre, par les mœurs et l'importance politique. Quelques-unes d'entre elles sont pour ainsi dire un dépôt des hordes asiatiques qui, dans les grandes migrations des peuples, passèrent et repassèrent ces montagnes; mais la plupart appartiennent à des races indigènes, aux populations primitives de cette contrée où se rencontrent tant d'antiques légendes qui nous reportent aux temps myologiques, notamment, pour ne citer que les plus connues, celles de Prométhée, de Médée, des Argonautes, sans oublier le mystérieux Phénix. Dernièrement, nous trouvons mentionné dans une dépêche concernant les opérations militaires aux environs de Batoum, le nom des Lazs, nom à peu près ignoré aujourd'hui, mais qui, à une époque re-

culée, eut un moment de retentissement dans l'histoire. C'est pour la conquête de la Lazque, petit district de l'ancienne Colchide, que l'empereur Justinien et le célèbre roi de Perse, Kosroès-Nushirwan, proclamé le Juste par toutes les nations de son vaste empire, luttèrent pendant de longues années, ainsi que leurs successeurs. C'est que ce petit coin de terre était alors l'entrepôt d'un grand commerce. Les denrées de l'Orient ou, pour parler plus précisément, celles de la Perse et de l'Asie centrale, étaient, dans ces temps anciens, transportées de la mer Caspienne par la vallée du Kour, et de celle-ci par la vallée du Phase, où se trouvait la Lazque, jusqu'à la mer Noire, et de là enfin dans tout l'Occident par le Danube. La possession de ces contrées était, pour les empereurs byzantins comme pour les rois de Perse, l'objet d'une rivalité continue, et leur importance n'a pas diminué lorsqu'elles ont passé sous de nouvelles dominations. Avant même l'établissement d'un empire grec à Constantinople, les Romains de la république avaient songé à l'occupation de ce pays et à son exploitation en vue du commerce. Pompée, devenu maître du Pont-Euxin par la défaite de Mithridate, avait formé le projet d'unir par un canal les deux bassins du Phase et du Kour.

Mais venons-en à la description des autres tribus du Caucase. L'illustre géographe Maltre-Brun les a classées en sept groupes, d'après les sept idiomes principaux qu'elles parlent : 1<sup>er</sup> les Géorgiens, subdivisés en Géorgiens proprement dits, Iméréthiens, Gouriens, Mingréliens et Souanes; 2<sup>es</sup> les Abases, qui comptent plusieurs tribus; 3<sup>es</sup> les Circassiens, ou Tcherkesss, comprenant les Circassiens du Kouban et les Circassiens de la Kabardie; 4<sup>es</sup> les Ossètes; 5<sup>es</sup> les Kistes, ou Tchétchentes avec les Ingouches subdivisés les uns et les autres en plusieurs tribus; 6<sup>es</sup> les Leshghis, divisés d'après leurs huit dialectes; enfin 7<sup>es</sup> les restes des Tatars, des Mongols, des Huns et autres colonies étrangères disséminées dans les divers cantons du Caucase. On voit, par cette nomenclature, que le problème des nationalités ne serait pas, au point de vue politique, d'une solution comme dans la région caucasienne. La domination des Russes, s'étendant sur toutes ces tribus et les comprimant toutes, simplifie singulièrement le problème, de même qu'à notre avis le maintien de la domination ottomane sur ce mélange et cet enchevêtrement inextricable de races qui pullulent dans la Turquie d'Europe paraît encore être pour un temps assez long la garantie de la tranquillité de l'Orient, nous osons le dire, dans une Turquie transformée et régénérée, la garantie de la sécurité et du bien-être des diverses populations réunies sous la loi des sultans.

De toutes les nations que nous venons d'énumérer, les Géorgiens sont de beaucoup la plus puissante. Leur pays, situé au centre même de l'isthme du Caucase, a subi d'assez nombreuses révolutions politiques. C'est une population indigène du Caucase, désignée dans l'antiquité et au Moyen Age sous le nom d'Ibères, et dont l'idiome diffère essentiellement de toute langue connue. Après de nombreuses vicissitudes, les divers partages opérés entre les princes d'Ibérie ont donné naissance à plusieurs Etats distincts : ceux d'Imérie, de Mingrélie et de Gourie, long temps soumis aux rois de Perse, puis réunis un moment en un seul royaume, à la fin du dernier siècle, par un prince vaillant du nom d'Héraclius, et aujourd'hui incorporés à l'empire russe. Au nord ouest du pays des Géorgiens et des cinq tribus entre lesquelles ils sont divisés, comme nous l'avons indiqué plus haut, s'étend, le long de la mer Noire, celui des Abas, dont le langage et les coutumes sont de grands rapports avec celles des Circassiens; ils comptent sept peuplades différentes dont nous passons les noms sous silence pour éviter de donner une nomenclature trop aride; on les trouve dans tous les Précis de géographie un peu développés.

Sur le versant septentrional du Caucase habitent les Circassiens ou tcherkess, nation indigène et primitive, illustrée dans notre siècle par les exploits de Schamyl, et dont une grande partie, fuyant l'oppression moscovite, émigra, en 1867, en Asie-Mineure et en Bulgarie. Il reste encore parmi eux de profonds souvenirs de leur indépendance récemment perdue, souvenirs qu'une guerre prolongée, et surtout des victoires remportées par les armées ottomanes, ne pourraient manquer de réveiller, car les Circassiens jadis chrétiens, mais chrétiens presque sans culte, sont aujourd'hui rattachés à l'islamisme. Aussi bien ce fait, facile à prévoir, vient-il de se réaliser. La prise de Soukhoum-kale par les Turcs a suscité aussitôt une insurrection en Circassie. Nous ne disons rien des tribus secondaires des Souanes, des Ossètes et des Kistes, tribus à demi sauvages établies dans les petites et profondes vallées formées par le Caucase central. Mais la province de Daghestan, dont le nom signifie, en turc, pays de montagnes, et qui s'étend sur le versant oriental de la chaîne caucasique jusqu'à la mer Caspienne, mérite, ainsi que les populations qui l'habitent, une mention particulière.

Nous n'en saurions énumérer ici les nombreuses tribus. Celle des Avares, reste des hordes qui ont succédé aux Huns d'Attila, ne compte pas moins de quatorze branches; la plus importante, après eux, est celle des Leshghis, que l'on croit pouvoir rapprocher, à cause de leur idiome, des populations finlandaises. Ce seul trait montre l'extrême confusion de ces peuplades, que de longs et persévérants efforts pourrissent seuls mener à un état de demi-civilisation. La sainte Russie, comme on dit à Moscou, ferait bien mieux de se vouer à cette œuvre généreuse que de procéder au salut des Bulgares par l'invasion de l'Arménie turque.

(Journal des Débats.)

#### NOUVELLES ETRANGERES.

##### ITALIE.

L'INTERROGATION DE M. SELLA AU MINISTRE DE LA GUERRE.

Dans la séance de la Chambre des députés du 21 courant l'honorable Sella a développé son interrogation, au sujet des récentes dispositions dans le personnel des officiers généraux de l'armée.

La question que l'honorable Sella se proposait de soulever était par sa nature très délicate. Il n'était pas possible, d'un autre côté, de garder le silence sur un fait aussi grave et qui a ému si vivement l'opinion publique. Le chef de l'opposition n'est pas resté au-dessous de sa tâche. Le langage qu'il a tenu à la Chambre, soit par la forme, soit par la substance, a témoigné une fois de plus de la sagesse qui a présidé à la délibération du parti libéral-moderé de le choisir à l'unanimité pour son leader dans les débats parlementaires.

L'honorable Sella n'a pas contesté au ministre de la guerre le droit dont il a usé en soumettant à la signature du roi la mise à la retraite de huit lieutenants-généraux, la mise en disponibilité de quatre officiers généraux du même grade et la promotion au choix de quinze majors-généraux au grade de lieutenant-général.

Seulement, pour ce qui concerne la mise à la retraite des huit lieutenant-généraux, dont les quatre premiers occupaient une charge si élevée qu'ils n'avaient d'autre juge de leur aptitude militaire que le seul ministre de la guerre, l'honorable Sella a demandé s'il n'y a pas été plus convenable de mettre en disponibilité ces derniers, plutôt que de les révoquer inexorablement des cadres de l'armée active.

Se refusant à admettre que des préoccupations régionales ou des motifs politiques — les généraux en question appartiennent tous aux anciennes provinces et trois d'entre eux font partie du Sinaï — aient pu inspirer leur mise à la retraite, l'honorable Sella a invité le ministre de la guerre à faire connaître à la Chambre les motifs qui l'avaient induit à prendre une décision aussi sévère, et cela d'autant plus qu'il s'agissait d'officiers-généraux qui avaient rendu de grands services au pays, et qui étaient encore en âge de figurer dans les cadres de l'armée active. Il a mentionné, entre autres, le nom du général Cadorna, qui, en 1870, avait été choisi par le conseil des ministres comme commandant en chef du corps d'expédition de Rome « à cause de sa très-haute capacité, de sa fidélité de *granit* (*macigno*) et de son obéissance sûre aux ordres que son gouvernement et son roi auraient pu lui donner ».

Il y a longtemps que je n'ai eu le plaisir de voir le général dont j'ai parlé (ajouté l'honorable Sella); mais on m'assure que, malgré son âge, ni les forces physiques ni les forces intellectuelles ne sont affaiblies en lui; on m'assure que c'est un homme très compétent en cette matière le regardant comme très propre à exercer aujourd'hui un grand commandement actif, même en temps de guerre.

Messieurs, c'est avec la plus profonde douleur que je vois, précisément en ce moment (lui, précisément en ce moment) écarter de l'armée celui dont le nom représenterait l'entrée de l'armée italienne à Rome. (Bravo! à droite et dans les tribunes.)

Le ministre de la guerre a répondu à l'honorable Sella, ou, pour être plus exact, il a répondu suivant sa coutume, qu'il ne répondrait pas. Il s'est contenté d'expliquer son étonnement de recueillir des reproches là où il croyait avoir mérité les applaudissements du pays pour le courage avec lequel il avait étouffé les sentiments de son cœur pour rendre un service à l'armée; il a déclaré en même temps à la Chambre que son système, à lui, est de mettre à la retraite l'officier, qui, « pour des raisons permanentes, n'est plus jugé à la hauteur du commandement qu'il pourrait lui confier ».

Il a conclu en disant :

« On a prononcé les noms de quelques-uns des officiers les plus haut placés mis à la retraite. Je ne puis donner aucune réponse à cet égard; mais je crois que ce qui a été le plus critiqué par l'honorable Sella est, peut-être, le plus grand service que j'ai rendu au pays. » (Vive approbation à gauche.)

L'honorable Sella, en reprenant la parole, a exprimé son regret de ce que le ministre de la guerre n'avait pas jugé à propos de répondre à l'interrogation qu'il lui avait adressée.

Ce n'est pas ici le cas (à lui dit) de discuter des noms et des personnes. Si j'ai mentionné un nom, c'est parce que j'ai cru pouvoir le faire. Vous le voyez bien, messieurs, il s'agit maintenant d'une chose accomplie, d'une chose consommée; je crois, par conséquent, qu'il est permis d'affirmer que le général Cadorna a rendu un service au pays dans l'histoire sa souviendra. (Mouvements et interruptions à gauche.)

Veulez m'excuser; je pense qu'il m'est permis de mentionner encore un autre souvenir. Je ne puis oublier avec quelle abnégation le général Pettiti a accompli la fusion de l'armée garibaldienne avec l'armée régulière, ce que ses illustres prédécesseurs n'avaient pas jugé devoir faire.

Messieurs, si vous songez à la gravité du fait, si vous tenez compte des circonstances au milieu desquelles cet événement s'accomplissait, si vous pesez les conséquences qui en dériveraient pour tous ses amis, pour tous ses compagnons d'armes, je crois que vous devez au moins comprendre qu'un ancien collègue du général Pettiti, aujourd'hui que l'on vient de le mettre à terre, ne pouvait pas oublier les services qu'il a rendus au pays (Bravo! à droite), et je ne crois offenser personne, dans cette enceinte, en le rappelant à vous, et par conséquent au pays. (Vive approbation à droite.)

..... Permettez que je vous dise enco-

re, messieurs, que c'a été pour moi une grande déception, si toutefois je suis encore capable de déceptions (*ilarità*!), de voir un ministre qui s'appelle progressiste chasser de l'armée deux généraux qui ont rendu des services de la nature de ceux que je viens de mentionner, comme le général Pettiti pour la fusion des deux armées, comme le général Cadorna pour l'affaire de la brèche de la porte Pia. » (Murmures à gauche.)

La président du conseil, que l'honorable Sella visait évidemment en faisant mention du général Pettiti — tous les trois, en effet, faisaient partie, en 1862, du ministère Rattazzi lorsque s'accomplit la fusion de l'armée meridionale avec l'armée régulière — a déclaré à la Chambre qu'il lui aussi avait du « cœur » — mais que « l'intérêt du pays et de l'armée » avait dû primer ses sentiments personnels, et que, par conséquent, il s'était rangé à l'avis exprimé par le ministre de la guerre, que la mise à la retraite des généraux Pettiti, Cadorna, Valfre, etc., était « nécessaire ». Ce qui n'était, au fond, que la répétition de ce que le général



aire observer) que *I Segreti di Stato* de 1877 ont justifié ma brochure *Un po' più di luce* de 1873; bien que, dans ma seconde publication, je me sois vu forcé de conserver moi-même les hauteurs de la gravité, et que j'aie passé sous silence dans la première, et que j'aurais pu cette fois encore très-volontiers si j'en avais pu.

A l'étranger, *I Segreti di Stato* ont également eu un bon accueil, accueilli qu'ils ne méritaient pas, et auquel j'étais loin de m'attendre, puisqu'en écrivant mon livre je ne songais qu'à l'Italie et aux intérêts de notre pays. En France notamment, les journaux qui ont bien voulu s'en occuper, ont approuvé plus ou moins ma publication, à l'exception pourtant d'un article, à la fois de démonstration, en prenant le contre-pied des journaux italiens et de bon nombre de feuilles étrangères, que si j'avais très-bien fait de publier *Un po' più di luce*, j'avais eu le plus grand tort d'écrire *I Segreti di Stato*. Cette manière de voir m'a surpris, d'autant plus surpris que l'article en question est signé par M. Carlo Conestabile, un jeune comte italien (de Pérouse), qui, d'après ce qu'on m'affirme, vient à peine de terminer ses études.

Or, comme cet article contient, outre certains jugements erronés, plusieurs graves inexactitudes, j'avais songé d'abord à écrire directement à l'auteur pour lui faire remarquer. Je me serais adressé à l'auteur, mais plus volontiers qu'il avait eu l'habileté de m'envoyer le numéro du *Correspondant*, et que dans son article il m'adressait beaucoup de compliments flatteurs, dont je lui suis très-reconnaissant.

Mais comme, d'autre part, M. le comte Conestabile déclare que j'écris l'italien comme un vrai Piémontais, ce qui signifie que je l'écris mal — ce qu'il aurait pu me dire en d'autres termes, puisqu'il y a eu, et il y a encore, en Piémont, des écrivains très distingués dans notre langue — et que, de plus, il a prouvé, en comprenant si mal mes pensées et en interprétant si peu exactement mes intentions, que réellement j'écris mal l'italien, je préfère m'adresser à une personne plus indulgente, à vous, M. le directeur du *Courrier d'Italie*, qui m'avait mieux compris.

Après avoir désapprouvé la publication de mon livre, M. Conestabile s'écrit (p. 412) : « Dans ces derniers temps surtout, la littérature autobiographique a pris un essor merveilleux. Nous croyons que c'est là un des signes nombreux de la décadence du caractère moral à notre époque. »

Tout en admettant que cette décadence morale existe — et je n'ai aucune difficulté à l'admettre, parce que si n'est arrivé de parler souvent de moi, je l'ai toujours fait, non pas tant pour défendre ma personne, que pour défendre le pays que je représente, contre les calomnies du dehors et du dedans — tout en admettant, dis-je, qu'une pareille décadence morale existe, il me semble qu'un signe plus manifeste encore de cette décadence, c'est bien, à coup sûr, le spectacle d'un jeune homme de vingt ans, sans la moindre expérience de la vie publique et des choses du gouvernement — devenues plus difficiles que jamais à l'époque que nous traversons — se posant en juge inexorable des autres et tenant scrupuleusement les intentions d'un homme qui a derrière lui une carrière de plus de cinquante ans, dont la moitié a été mêlée aux vicissitudes politiques et militaires les plus compliquées de notre renaissance, sans même lui épargner ni les conseils ni les leçons de convenance et de modestie !

Mais, ces hommes qu'on a nommés, à tort ou à raison, des hommes d'Etat, devraient-ils donc, selon le jeune comte, garder éternellement le silence ? Et cela même quand d'innombrables écrivains, les uns par ignorance, les autres par mauvaise foi, dénaturent les faits et falsifient l'histoire ? Et quelle histoire, celle de la miraculeuse reconstitution de l'Italie !

Ce serait bien ici le cas de démontrer par des arguments et des faits nouveaux combien les Italiens ignorent encore, et cela au grand préjudice des intérêts de la nation, la vérité sur les grands événements qui se sont succédés chez nous depuis 1848. Mais comme je n'ai ni le temps ni la volonté de me livrer à un pareil travail, je laisse à d'autres cette tâche, dont l'accomplissement serait si utile au bien de notre chère Italie, pour me limiter à un seul fait, mais à un fait capital — aux yeux de M. Conestabile — qui l'a réservé pour le bouquet de son article, dans le but, assurément, de me lancer, d'une façon plus efficace, un reproche — qu'il a cherché, il est vrai, à atténuer par un parallèle très-favorable pour moi — mais qui ne m'en a pas paru moins sanglant pour cela.

Il s'agit de Mgr Franzoni. Mais avant de rectifier la très-grave erreur dans laquelle M. Conestabile est tombé, qu'on me permette de faire observer que si dans un long chapitre de mon livre intitulé : *Uno sguardo alla storia*, j'ai cru, après avoir relevé les héroïques sacrifices des chrétiens qui, plus que les triomphes des Romains, servirent à la civilisation, devoir citer le célèbre procès de Galilée, je n'ai jamais songé à m'en faire un mérite auprès des ennemis de la religion ; de même que je n'ai jamais pensé à imiter ni Xénophon ni d'autres sublimes génies de l'antiquité, pour lesquels j'éprouve cependant la plus grande admiration.

Or, comme ma citation, très-naturelle et nullement étudiée, a été qualifiée par l'auteur de l'article de tour de force contre les ennemis de l'Eglise, et de très-reconnaissantes au général La Marmora, on me concédait le droit de lui faire observer que le véritable tour de force, puisque tour de force il y a, a été de mêler le pauvre Mgr Franzoni, archevêque de Turin, aux arguments de mon livre *I Segreti di Stato*.

Mais venons au fait si étrangement dénaturé par M. Conestabile. Je ne saurais, sans doute, le rendre responsable de toutes ses inexactitudes, puisqu'il n'était pas même né à l'époque des événements dont il parle ; mais ce dont il lui serait difficile de se disculper, c'est que d'une part il jette le blâme sur ceux qui cherchent à éclairer le pays sur les faits de notre histoire, et de l'autre il n'hésite pas à recourir à des contes aussi ridicules que malveillants pour donner plus de force à ses arguments, et pour mieux accentuer ses reproches.

Voici comment finissait l'article du comte Conestabile (*Correspondant*, livraison de mars 1877) :

Nous ne savons pas si le général, condamné à un ostracisme moral, saura profiter de la belle sentence de Sénèque, que : ce n'est point l'exil qui est digne d'éloge, mais celui qui sait le supporter sans plainte. Nous sommes persuadés toutefois que, dans l'autorité politique que ses livres ont faite au tour de lui, le général La Marmora ne manquera pas de faire un triage, retour sur le passé. Alors si se souviendra d'un noble écrivain attaché par ses ordres à la paix laborieuse de son ministère et condamné à toutes les douleurs de l'exil pour avoir été un courageux défenseur de la liberté de la sainte Eglise, de même que le général La Marmora a été un vaillant soldat de l'indépendance italienne.

Il me semble que ce n'est pas le cas de m'occuper de la sentence de Sénèque. On

aurait pu peut-être le recommander au pauvre archevêque de Turin, qui fut réellement exilé : quant à moi, ce malheur, grâce à Dieu, m'a été épargné jusqu'ici.

Mais puisque l'honorable comte veut bien s'intéresser à ma situation actuelle, je lui citerai deux passages, non pas de Sénèque mais de Platon, que l'on peut bien appeler le maître de Sénèque, quoiqu'il ait vécu quatre siècles avant lui. Ces citations me semblent plus adaptées à ma propre personne et à une personne aussi à celle du jeune écrivain de Pérouse.

Voici ce que dit Platon dans son traité sur la république au livre VIII :

A vingt ans commencent les études préliminaires ; ce n'est qu'à trente qu'il faut aborder la dialectique. Après avoir passé cinq ans, ceux qui en sont reconnus capables exercent pendant quinze ans les grandes magistratures politiques et militaires. Après avoir donné ce temps aux intérêts de la république, ils pourront, à partir de cinquante ans, se livrer exclusivement à la recherche du bien en soi, afin de perfectionner, d'après ce divin et parfait modèle, eux, leurs concitoyens et l'Etat.

Et dans ce même traité Platon raconte que le vieux Céphale, interrogé par Socrate sur la manière dont il supportait et dont il fallait supporter la vieillesse, répondit :

« Qu'il est supportable et même doux pour celui qui a la conscience pure et a vécu sincèrement la justice, c'est-à-dire loyal et sincère et a donné à chacun ce qu'il devait. »

L'ami de Socrate a cependant oublié l'un des plus tristes côtés de la vieillesse ; il a oublié de dire qu'en vieillissant on perd, hélas ! les uns après les autres, ses parents les plus chers et ses meilleurs amis !

Or, comme je me trouve précisément dans cette situation douloureuse, je sens le besoin, pour rendre ma vieillesse sinon douce au moins supportable, ce qui me serait impossible si je croyais mériter l'accusation lancée contre moi par M. Conestabile — je sens le besoin de repousser toutes ses insinuations.

C'est là le vrai, l'unique but de cette lettre ; le reste m'impose peu, je vous assure, et n'aurait pas suffi à moi, je ferais rompre le silence.

Il est de fait que non-seulement les journaux ultra-cléricaux inventent, pour le besoin de leur cause, mais que certaines feuilles plus ou moins libérales répètent — quelques-uns en m'en faisant même un mérite ! — que j'avais fait emprisonner monseigneur Franzoni ; le comte Conestabile laisserait même croire que c'est par mon ordre qu'il a été condamné à l'exil !

Ainsi il se souviendra d'un noble écrivain attaché par ses ordres à la paix laborieuse de son ministère et condamné à toutes les douleurs de l'exil.

En disant ces paroles, le comte Conestabile ignorait probablement qu'en 1850 le Piémont était déjà en plein régime constitutionnel, et je puis lui affirmer hautement que les ministres de ce temps là tenaient scrupuleusement à ne pas s'écarter de la Constitution. J'étais alors ministre de la guerre, et je n'aurais jamais osé faire emprisonner un individu quelconque qui n'eût pas été attaché au service militaire.

Si Mgr l'archevêque Franzoni a dû d'abord subir un mois de prison, cela a été par suite du verdict d'un jury, en date du 23 mai 1850, si je me rappelle bien ; de même qu'il a été condamné à l'exil, vers la fin de cette même année, par un arrêt de la Cour d'appel de Turin (25 septembre 1850).

J'ignorais alors, comme j'ignore encore aujourd'hui, les démarches qui ont été faites au ministère de l'intérieur et au ministère de la justice, pour donner lieu à ces deux procès ; d'ailleurs, cela pouvait-il concerner le ministre de la guerre ?

J'ajouterais que j'ai toujours eu un tel respect pour l'administration de la justice, que tout en me tenant minutieusement au courant de tout ce qui se passait dans l'armée, je ne recevais les informations relatives aux jugements et aux causes mêmes des procès militaires, que par la voie des journaux ou par tout autre canal, mais toujours en dehors du ministère. Je vous laisse à penser si, avec de tels principes, je pouvais m'occuper des procès intentés à un évêque !

On me demandera, sans doute, ce qui peut avoir donné lieu à ces bruits. Voici, selon moi, la seule explication plausible qu'on puisse en donner. Le 5 août 1850 mourut à Turin le comte De Rossi de Santa Rosa, ministre de l'agriculture et du commerce, et le lendemain le bruit se répandit dans la ville que, par ordre de l'évêque, le clergé refusait de prendre part aux funérailles. Cela fit une impression d'autant plus vive sur l'esprit du public que le comte de Santa Rosa était très-estimé et très-aimé ; on savait également qu'il était très-religieux, et qu'avant de mourir il avait de lui-même demandé et obtenu les derniers sacrements.

Comme cela arrive toujours, les dénégations et ceux qui se plaisent à pécher en eau trouble, excitent la population et réussissent si bien, qu'on est sérieusement à craindre pour l'ordre public et pour la sécurité du clergé.

Mgr Franzoni se trouvait alors à sa villa de Pianezza, à une heure de distance de Turin. Il était entièrement libre, puisqu'il avait de plus quelque temps déjà subi sa première peine, et personne ne pensait en ce moment à une nouvelle arrestation.

Les ministres, préoccupés de la fermentation extraordinaire qui régnait en ville, à cause de la défense faite au clergé de prendre part aux funérailles, et informés des bruits qui couraient sur les projets de vengeance contre l'archevêque, se réunirent aussitôt en conseil, et tout en donnant à la troupe et à la garde nationale les ordres nécessaires pour prévenir les désordres et empêcher à tout prix les violences contre le clergé, on pensa à faire disparaître en même temps, s'il était possible, la cause des graves désordres que tout le monde redoutait.

En effet, s'il était de notre devoir de nous opposer, même par la force, à toute infraction contre la marche régulière de la chose publique, nous devions chercher aussi à prévenir ces désordres. Il suffisait pour cela que l'archevêque révoquât l'ordre donné au clergé. On décida donc qu'un des ministres partirait immédiatement pour Pianezza, afin d'obtenir cette révocation.

Si je fus désigné pour cette mission, ce n'est pas parce qu'en ma qualité de militaire j'étais plus à même d'imposer à l'archevêque, comme on l'a souvent affirmé, mais bien parce que j'étais, parmi les ministres, le seul qui connaissait personnellement Mgr Franzoni ; et c'est ce qui me fit accepter volontiers ma mission.

Il est évident que s'il se fut agi de pression et de menaces, et que ce moyen eût été jugé indispensable par mes collègues, le ministre de l'intérieur aurait expédié à l'archevêque un officier des carabiniers.

Je me rendis donc à Pianezza sans uniforme et sans le moindre appareil. L'archevêque me reçut de suite, et je lui exposai la gravité de la situation, le priant et tâchant de le persuader le mieux que je pouvais, de révoquer l'ordre donné, et cela sans le menacer aucunement comme on l'a prétendu ; c'était ma conviction qui lui pouvait accorder à ma demande sans manquer à ses devoirs, et

que cela aurait suffi pour calmer les esprits à Turin.

Après m'avoir écouté d'un air évidemment préoccupé, Sa Grandeur me répondit évasivement : *J'y penserai*. Je lui fis sentir que le temps pressait, puisque les funérailles devaient avoir lieu quelques heures après.

*J'y penserai*, me répondit-il une seconde fois. Naturellement, en face d'une réponse pareille, il ne me restait plus qu'à m'en aller ; mais, en prenant congé, je dis à Sa Grandeur qu'il me régnait plus qu'à tout autre, après ce qui m'était arrivé l'année précédente à Gènes, de devoir employer la force pour maintenir l'ordre ; que nous étions cependant prêts à l'employer si cela devenait nécessaire, mais que si une catastrophe devait s'ensuivre et que le sang dût couler dans les rues de Turin, la faute n'en serait pas au gouvernement, qui avait tout fait pour l'éviter.

J'étais à peine de retour à Turin, et je me rendais au ministère pour annoncer le résultat de ma démarche, lorsque le vicar général de Mgr Franzoni reçut de Pianezza l'ordre de révoquer la défense. Les funérailles de notre excellent collègue se firent en grande pompe et au milieu d'une énorme affluente de peuple, qui se plaisait à voir le nombreux clergé et les longues files de congrégations religieuses (qu'on devait ensuite abolir) suivre le convoi, ce qui frappa tout particulièrement le ministre de France qui assistait à mes côtés à cette cérémonie funèbre, qui eut lieu avec un ordre parfait, avec beaucoup de recueillement et sans le moindre incident regrettable.

Ma mission avait donc été couronnée de succès ; je devais savoir gré à Mgr Franzoni de ce qu'il avait évité de mes instances ; comment aurais-je donc pu penser à le faire emprisonner ?

Si l'archevêque se fût obstiné à maintenir son ordre et que des faits graves s'en fussent suivis, il n'y a point de doute que je me serais associé à l'avis de mes collègues du ministère pour en demander légalement compte à qui en aurait été la cause principale ; mais la révocation ayant tout arrangé, j'aurais été plutôt disposé à retourner à Pianezza dans le but d'offrir mes félicitations personnelles à l'archevêque pour sa sage décision, et à faire procéder à son arrestation.

Et cela d'autant plus que j'avais reçu, quelques années auparavant, un autre service de Mgr Franzoni. J'ai raconté le fait ailleurs, mais qu'il me soit permis de le répéter ici.

Me trouvant en garnison à Venaria Reale, la tannerie d'un petit industriel de cette ville prit feu, et malgré la promptitude des secours et l'énergie que les soldats déployèrent pendant plus de deux jours pour éteindre l'incendie, une partie seulement du bâtiment put être sauvée. Le propriétaire était ruiné ; il n'avait plus les moyens d'utiliser ce qui lui restait. De plus il avait une nombreuse famille, il me fit pitié. Je me décidai à faire une collecte en sa faveur, et après avoir recueilli une certaine somme parmi les officiers, je donnai ma réputation et allai frapper à la porte des riches de Turin. Cela produisit quelques milliers de francs, grâce auxquels l'industriel fut sauvé. Parmi ceux qui répandirent à ma prière, Mgr Franzoni fut le plus généreux ; sans me dire, alors, *j'y penserai*, il me remit un petit sac rempli d'écus.

Je n'oublie pas facilement de tels services ; lorsque l'autorité judiciaire crut devoir juger une seconde fois l'archevêque de Turin et le condamna à l'exil, j'en fus sincèrement attristé, d'autant plus que si j'avais une entière confiance dans l'œuvre des tribunaux, j'en avais moins dans les rapports de la police sur lesquels le procès était basé. En tout cas Mgr Franzoni n'était pas un homme dangereux ; il aurait été préférable de le surveiller, de l'admonester même, mais non de le mettre en jugement et d'en faire un martyr.

Tout ceci pourtant n'était que des idées à moi, car je ne pouvais ni ne devais me mêler des affaires des tribunaux et de la police. Un autre fait, qui a peut-être servi de prétexte aux calomnieux pour m'imputer la disgrâce de l'archevêque, c'est qu'il fut d'abord enfermé dans la citadelle de Turin, et ensuite à Fenestrelle. Sans doute la première cause caserne et la seconde comme forteresse, étaient placées sous la dépendance du ministre de la guerre ; mais les prisons qu'elles renfermaient étaient à la disposition de l'autorité judiciaire et je dois ajouter qu'elles étaient les plus saines et les plus commodas qu'il y eût en Piémont. Cela est si vrai que les journalistes à qui il arrivait de devoir passer quelque temps en prison demandaient à être aussi favorisés que l'archevêque, auquel l'espace ne manquait pas ; et qui pouvait recevoir qui lui plaisait. Je pourrais ajouter que quelques-uns de mes parents et amis qui désiraient voir l'archevêque, m'ayant exprimé la crainte de se compromettre, je les ai toujours encouragés à y aller.

Maintenant que je crois avoir suffisamment expliqué comment on a pu inventer et faire croire que j'ai fait emprisonner et ensuite exiler l'archevêque de Turin, il me reste à démasquer ceux qui ont été capables d'altérer la vérité de faits si clairs, si précis et si évidents pour jeter sur ma réputation la tache d'un abus de pouvoir.

Or, comme j'ai à cœur non-seulement de me laver de l'accusation que m'a lancée si mal à la légère le comte Conestabile, mais d'avertir celui-ci, qui est encore jeune et inexpérimenté, que les sectaires de tous les partis, quelles que soient les couleurs de leurs habits, se ressemblent beaucoup et sont tous également disposés à fabriquer des calomnies, je dois, bien malgré moi, déclarer que ceux qui ont dit et répété à plusieurs reprises que j'ai d'abord menacé et ensuite emprisonné l'archevêque Franzoni appartiennent à ce groupe d'ultra-cléricaux fanatiques qui se sont opposés d'abord à l'unité italienne, et qui maintenant qu'elle s'est constituée malgré eux cherchent à la défaire. Il est bien entendu que je ne veux pas accuser tout le clergé italien ; une grande partie de notre clergé est excellente et s'occupe de religion et de charité au lieu de se mêler de politique ; mais les fanatiques, je le constate avec un regret profond, au lieu de favoriser notre renaissance, ont cherché à l'entraver par tous les moyens possibles, même en jetant le discrédit dans les familles ! J'en sais quelque chose, moi ! Comment pourrais-je, en effet, expliquer autrement l'acharnement dont j'ai été l'objet de la part des principaux organes de ce parti ?

Pendant les dix années que je suis resté ministre de la guerre, j'ai maintenu les armées, et quant à la messe, j'exigeai que les régiments y assistassent les jours de fête, même en Crimée, lorsque les circonstances le permettaient. De plus, j'ai défendu dans la loi de juillet 1854 l'exemption des séminaristes du service militaire, et quand tout a été aboli, j'ai solennellement désapprouvé ces dispositions soit à la Chambre, soit hors de la Chambre. Dans mes discours et dans mes écrits j'ai toujours soutenu l'importance de la religion et le besoin de conserver les pratiques religieuses dans l'armée.

Malgré cela les ultra-cléricaux m'ont toujours fait une guerre sans merci, me traitant d'ennemi de la religion, de persécuteur du clergé et me considérant comme indigne d'une famille qui comptait tant d'évêques et tant de cardinaux et qui s'est toujours distinguée par ses sentiments religieux.

C'est par ce dernier refrain, et plus particulièrement à cause de ma prétendue persécution contre l'archevêque de Turin, qu'en 1854 je fus chassé de la maison de l'un de mes frères, avec lequel j'avais toujours vécu en très-bonne harmonie.

Cette séparation me coûta d'autant plus qu'en partant pour la Crimée, dont je ne croyais plus revenir, je n'eus plus la consolation de revoir ce frère excellent. Il fallut un malheur, la mort en Crimée d'un autre frère que nous chérissions, pour opérer un rapprochement, commencé d'abord par quelques lettres et achevé à mon retour par des embrassements affectueux et de douces larmes. Depuis lors, nous sommes restés sincèrement unis, malgré les tentatives répétées de jeter de nouveau la discorde entre nous. Cette union intime et cordiale a beaucoup contribué à me faire supporter la perte de ce dernier et bien-aimé frère qui a expiré, il y a deux ans, entre mes bras. Agréez, etc.

Florence, mai 1877. A. LA MARMORA.

## BOURSE

## COURS DES FONDS

GALATA, le 4 juin 1877.	
Ouv. du m. ....	P. 9 6
Hausse .....	9 6
Baisse .....	9 4
3 h. du soir .....	—
Clôt. du soir .....	9 4
Après Bourse .....	—
Actions Société Générale Cp. dét. L.S. 2 22	
» de la Société de change et val. ....	1 20
» de la Banque de Cons/ple. ....	2 20
» du Crédit Général .....	1 25
Tramways .....	4 25
Laurium Cp. dét. ....	Fr. 63
Crédit Hellénique .....	103
Obligations des Chemins de fer .....	23
1863 .....	45
1865 .....	46
1869 .....	42 1/2
1872 .....	44 20
1873 .....	41

## COURS DES MONNAIES

(Contre Livre Turque à 100 Piastres)

Livre anglaise .....	P. 109 30
Pièce de 20 francs .....	87 30
Impérial russe .....	89 40
Ducat (Grémitz) .....	51 10
Medjidié blanc (différence) .....	405 28
Beklik .....	415 20
Métallique .....	417
En papier monnaie .....	480 40
Cuivre .....	478
Change sur Londres .....	410 40
» de Paris .....	22 90

## MOUVEMENT DU PORT

Revue quotidienne des arrivées et départs des bateaux à vapeur et bâtiments à voiles.

ARRIVÉES DES VAPEURS DE LA MER BLANCHE.  
Constantinople, le 4 juin 1877.  
De Kustendjé anglais J. Botlers cap. Bee orge pour Malte.  
De Varna autrichien A. Imperiale cap. Tergich marchandise et passagers agence Lloyd.

DÉPARTS DES VAPEURS  
Pour Trébizonde français Niemen cap. Sibilet marchandise et passagers agence Messageries Maritimes.

ARRIVÉES DES VOILIERS  
De Bargas italien Sebastiano cap. Scirpa os pour R. U.  
De Tulza hellène Angeliki cap. Calafatis orge pour Cons/ple ton. 198.  
De Tulza hellène Mariga cap. Mitilas orge pour Cons/ple ton. 271.

De Costanza hellène Dionissios cap. Merizno orge pour Cons/ple ton. 236.

DÉPARTS DES VOILIERS  
Pour Marseille hellène A. Jeorgios cap. Avastos pour Taganrog.  
Pour Londres hellène A. Nicolaos cap. Salapatis divers de Cons/ple.  
Pour Malte hellène Eoangelistria cap. Kiri-cos blé de Cons/ple.  
Pour Kimi hellène Eftithia cap. Veni-ettos lest d. Taganrog.

Directeur-Gérant N. BORDEANO.

## ANNONCES

## AVIS.

Une institutrice anglaise, possédant bien sa langue et pouvant enseigner le français et la musique voudrait entrer dans une bonne famille.  
S'adresser aux bureaux du journal.

## BANQUE IMPÉRIALE OTTOMANE.

## AVIS.

Les porteurs de titres de la Dette Générale 5 0/0 sont prévenus que les coupons échus le 1/13 juillet 1872 et non encore payés, doivent être présentés à la Banque Impériale Ottomane à Stamboul avant le 1/13 juillet prochain, faute de quoi les dits coupons s'en vont prescrits au profit du Trésor, conformément à la loi qui régit le Grand Livre de la Dette publique de l'empire ottoman.  
Constantinople, le 5 juin 1877.

## BANQUE IMPÉRIALE OTTOMANE.

## AVIS.

Conformément à l'art. 29 des statuts, l'Assemblée générale annuelle des actionnaires de la Banque Impériale ottomane aura lieu à Londres, Cannon Street Terminus Hotel, le mercredi 27 juin à 4 heures.

Cette assemblée a pour but :  
1° d'entendre le rapport du Comité ;  
2° de recevoir les comptes de l'exercice 1876.

3° de remplacer les membres démissionnaires du comité général.

En vertu de l'art. 27 des statuts, l'Assemblée Générale se compose des Actionnaires possédant au moins 30 Actions, lesquels, pour avoir le droit de faire partie de l'Assemblée, doivent déposer leurs titres, soit au siège de la Société à Constantinople, soit à ses succursales ou à ses Agences de l'Etranger, dix jours, au moins, avant celui fixé pour la réunion.

Constantinople, 2 juin 1877.

## PREFECTURE DE LA VILLE.

## AVIS.

Le délai du *teshé* de métier dont ont été munis pour l'année 1292 les peintres en bâtiment, les plâtriers, les hamandjis, les charpentiers, les maçons, les ouvriers-scieurs, les sculpteurs en bois et les menuisiers, maîtres et apprentis, est expiré depuis le 28 février dernier.

La préfecture invite ces artisans à renouveler leurs *teshé* pour l'année courante en s'adressant à cet effet, comme par le passé, aux bureaux de la préfecture dans l'espace de 31 jours à partir de cette publication. Si, à l'expiration de ce délai, si se trouve des ouvriers qui n'aient pas satisfait à cette formalité, les contrevenants seront passibles de l'amende prescrite par la loi.

Les architectes et autres constructeurs sont tenus de ne pas employer des ouvriers qui ne sont pas munis de leurs *teshé* de métier, sous peine d'en encourir les pénalités légales.  
Constantinople, le 17/29 mai 1877.

## MINISTÈRE DE LA GUERRE.

## AVIS.

Mercredi 1<sup>er</sup> juin (v. s.) aura lieu l'adjudication définitive de 750,000 mètres de drap anglais pour soldat nécessaire au dépôt des habillements militaires et déjà soumissionné à 31 piastres le pic.

La livraison de ce drap devra commencer 41 jours après la signature du contrat et elle sera complétée jusqu'au 15 décembre au plus tard par des lots mensuels de 150,000 mètres.

Le paiement du montant en sera fait en deux termes avec un intervalle de 31 jours, à partir de la date de chaque reçu et en medjidié d'argent au prix de 0 piastres ou en caimé avec l'agio du jour.

Les personnes qui voudraient concourir à cette adjudication sont invitées à se présenter au Darl Choura le jour sus-indiqué.

Séraskérat le 3 juin 1877.

## ADMINISTRATION GÉNÉRALE DES CONTRIBUTIONS INDIRECTES.

## AVIS.

L'adjudication pour le transport de 8,600,000 okes de sel à transporter des sables de Photché aux dix neuf dépôts de la côte d'Asie de la mer Noire, qui appert de l'avis précédent de l'Administration, devait être close le mercredi passé 18/30 courant, n'étant pas terminée, le Conseil de l'Administration s'est entendu avec les soumissionnaires afin que ceux-ci se présentent au Conseil samedi 21 courant (v. s.).

L'approvisionnement des dépôts sus mentionnés étant de la première urgence, le transport du sel devra se faire moitié par steamers et l'autre moitié par voliers.

En conséquence, l'adjudication commencera de nouveau, au conseil, à partir d'aujourd'hui pour être close définitivement le mercredi prochain, 25 courant (v. s.).

Les soumissionnaires sont priés de s'adresser au conseil des Contributions Indirectes pour prendre connaissance du cahier des charges et concourir en connaissance de cause.

Cons/ple, le 21/2 juin 1877.

## MAISON MASSÉ

Au Taxis de Péra.

Equipages de Luxe

POUR LOUAGE

au mois et à la journée. — En ville et à la campagne.

Prix modérés.

UN JEUNE HOMME, muni de bons certificats, connaissant le français, l'italien, le grec et le turc, ainsi que la tenue des livres, et ayant une grande expérience des affaires administratives, désire trouver une place dans une maison de commerce ou dans une administration quelconque.

S'adresser à l'imprimerie Zellich, au Téké de Péra, impasse Balcon, N° 4.

## MINISTÈRE DE LA GUERRE.

## AVIS.

Judi 26 mai (v. s.) aura lieu l'adjudication définitive de 40 à 50,000 pièces d'Aba d'Isimlia et de Kazghan déjà soumissionné à 7 piastres 15 paras le pic.

La livraison entière de cet article sera effectuée dans un terme de six mois à partir de la date du contrat et le paiement du montant en sera fait au comptant à la présentation du reçu en medjidié d'argent au prix de 20 piastres ou en caimé avec l'agio du jour.

Les personnes qui voudraient concourir à cette adjudication sont invitées à se présenter au Darl-Choura



## BULLETIN COMMERCIAL HEBDOMADAIRE DE LA TURQUIE

## ARTICLES D'IMPORTATION

ARTICLES.	POIDS OU MESURES	PRIX	L. T.
<b>Denrées Coloniales.</b>			
Cafés Rio, 1re qualité...	100 ocq.	1300-1350	100
» 2e »	»	1200-1280	»
» 3e »	»	1100-1160	»
Divers bon goût...	ocque	15-16	104
Sucre pilé de Hollande et de Trieste...	quintal	268-275	103
» de France extra...	»	»	»
» en pain de 5 kil.	»	»	»
» 3 et 2 1/2 »	»	»	»
Poivre, 1re et 2me qualité...	ocque	300-310	100
» 3e »	»	25-26	100
Clous de girofle...	quintal	180-240	100
Indigo de Bengale, qualité div.	ocque	120-145	100
de Madras »	»	70-80	»
Cochonille...	»	40-50	104
Pétrole d'Amérique...	caisse	67-68	100
Bougies steariques de 8 1/2 kil.	»	64-75	»
» de 11 kil.	»	»	»
» de 11 70 kil.	»	»	»
Vitres assorties...	»	100-110	»
Thé Congo...	ocque	30-38	105
» Pekoe extra...	»	80-100	»
Amidon français...	»	5-5 1/2	140
» anglais...	»	105-200	100
Riz de Gènes...	100 k.	44-45	»
» des Indes...	»	175-176	»
d'Egypte...	1 ocque	312-313	140
Esprit de vin français et russe...	1 L. T.	10-12	103
Rhum anglais et d'Amérique...	gal.	15-16	»
» de Trieste...	»	12-13 1/4	105
Beurre de Sibirie...	»	8-9	103
» de Roumèlie...	»	61-62	105
Suif de Russie en barils...	»	7-8	140
» de Roumèlie en outres...	»	120	»
Kaviar noir 1re qualité...	»	36-40	»
» 2me »	»	»	»
» rouge...	»	»	»
<b>Métaux</b>			
Acier de Trieste...	caisse	175-180	»
Fers en barres...	quintal	57-58	100
» en paquets...	»	70-75	106
» en cercles...	»	75-80	»
» en barres de Suède...	»	110-120	»
» en paquets de Suède...	»	120-130	»
» en tôles assorties N. 8/14...	»	108-110	»
Cuivre anglais...	ocque	151-152	100
Zinc assorti...	100 ocq.	104-106	»
Etain...	quintal	520-525	»
Sel ammoniac...	ocque	71-74	100
Piomb laminé...	quintal	170-175	104
» en tuyaux...	1 ocque	33-34	»
Fer blanc MIC...	2 caisses	245-250	100
Pointes de Paris N. 15/48...	50 kil.	84-86	»
<b>Céréales</b>			
Blé dur d'Afrique 57/50...	kilo	30-34	100
» d'Ismaïl...	»	30-33	»

## ARTICLES D'EXPORTATION

ARTICLES.	POIDS OU MESURES	PRIX	L. T.
<b>Divers</b>			
Cotons Adana, Tarsous...	l'ocque	100	»
» de Perse...	»	8-8 1/2	»
Laines lavées de Roumèlie...	»	11-12	180
» d'Anatolie...	»	10-11	»
» en saint Esaki-Chair...	»	33-34	100
» de chèvre (tiffes) Angora...	»	31-33	»
» de chèvre 3me qualité...	»	22-26	»
» de chèvre 2me qualité...	»	11-12	140
» de chèvre 1re qualité...	»	14-15	»
» de chèvre 4me qualité...	»	40-48	Fr.
» de chèvre 5me qualité...	»	45-50	»
» de chèvre 6me qualité...	»	20-21	110
» de chèvre 7me qualité...	»	5-5 1/2	100
» de chèvre 8me qualité...	»	4-4 1/2	»
» de chèvre 9me qualité...	»	30-40	160
» de chèvre 10me qualité...	»	21-22	»
» de chèvre 11me qualité...	»	25-27	100
» de chèvre 12me qualité...	»	28-30	100
» de chèvre 13me qualité...	»	51-55 1/2	110
» de chèvre 14me qualité...	»	7-8	»
» de chèvre 15me qualité...	»	8-8 1/2	»
» de chèvre 16me qualité...	»	31-32	»
» de chèvre 17me qualité...	»	31-32	»
» de chèvre 18me qualité...	»	»	»
» de chèvre 19me qualité...	»	»	»
» de chèvre 20me qualité...	»	»	»
» de chèvre 21me qualité...	»	»	»
» de chèvre 22me qualité...	»	»	»
» de chèvre 23me qualité...	»	»	»
» de chèvre 24me qualité...	»	»	»
» de chèvre 25me qualité...	»	»	»
» de chèvre 26me qualité...	»	»	»
» de chèvre 27me qualité...	»	»	»
» de chèvre 28me qualité...	»	»	»
» de chèvre 29me qualité...	»	»	»
» de chèvre 30me qualité...	»	»	»
» de chèvre 31me qualité...	»	»	»
» de chèvre 32me qualité...	»	»	»
» de chèvre 33me qualité...	»	»	»
» de chèvre 34me qualité...	»	»	»
» de chèvre 35me qualité...	»	»	»
» de chèvre 36me qualité...	»	»	»
» de chèvre 37me qualité...	»	»	»
» de chèvre 38me qualité...	»	»	»
» de chèvre 39me qualité...	»	»	»
» de chèvre 40me qualité...	»	»	»
» de chèvre 41me qualité...	»	»	»
» de chèvre 42me qualité...	»	»	»
» de chèvre 43me qualité...	»	»	»
» de chèvre 44me qualité...	»	»	»
» de chèvre 45me qualité...	»	»	»
» de chèvre 46me qualité...	»	»	»
» de chèvre 47me qualité...	»	»	»
» de chèvre 48me qualité...	»	»	»
» de chèvre 49me qualité...	»	»	»
» de chèvre 50me qualité...	»	»	»
» de chèvre 51me qualité...	»	»	»
» de chèvre 52me qualité...	»	»	»
» de chèvre 53me qualité...	»	»	»
» de chèvre 54me qualité...	»	»	»
» de chèvre 55me qualité...	»	»	»
» de chèvre 56me qualité...	»	»	»
» de chèvre 57me qualité...	»	»	»
» de chèvre 58me qualité...	»	»	»
» de chèvre 59me qualité...	»	»	»
» de chèvre 60me qualité...	»	»	»
» de chèvre 61me qualité...	»	»	»
» de chèvre 62me qualité...	»	»	»
» de chèvre 63me qualité...	»	»	»
» de chèvre 64me qualité...	»	»	»
» de chèvre 65me qualité...	»	»	»
» de chèvre 66me qualité...	»	»	»
» de chèvre 67me qualité...	»	»	»
» de chèvre 68me qualité...	»	»	»
» de chèvre 69me qualité...	»	»	»
» de chèvre 70me qualité...	»	»	»
» de chèvre 71me qualité...	»	»	»
» de chèvre 72me qualité...	»	»	»
» de chèvre 73me qualité...	»	»	»
» de chèvre 74me qualité...	»	»	»
» de chèvre 75me qualité...	»	»	»
» de chèvre 76me qualité...	»	»	»
» de chèvre 77me qualité...	»	»	»
» de chèvre 78me qualité...	»	»	»
» de chèvre 79me qualité...	»	»	»
» de chèvre 80me qualité...	»	»	»
» de chèvre 81me qualité...	»	»	»
» de chèvre 82me qualité...	»	»	»
» de chèvre 83me qualité...	»	»	»
» de chèvre 84me qualité...	»	»	»
» de chèvre 85me qualité...	»	»	»
» de chèvre 86me qualité...	»	»	»
» de chèvre 87me qualité...	»	»	»
» de chèvre 88me qualité...	»	»	»
» de chèvre 89me qualité...	»	»	»
» de chèvre 90me qualité...	»	»	»
» de chèvre 91me qualité...	»	»	»
» de chèvre 92me qualité...	»	»	»
» de chèvre 93me qualité...	»	»	»
» de chèvre 94me qualité...	»	»	»
» de chèvre 95me qualité...	»	»	»
» de chèvre 96me qualité...	»	»	»
» de chèvre 97me qualité...	»	»	»
» de chèvre 98me qualité...	»	»	»
» de chèvre 99me qualité...	»	»	»
» de chèvre 100me qualité...	»	»	»
<b>Légumes secs</b>			
Pois verts d'Odessa...	l'ocque	200	»
Haricots du Danube et de Trébizonde...	100 ocq.	210-240	»
Pois-chiches...	l'ocque	212-213	»
Fèves de Cassaba et Cho...	»	»	»
» de Panderna...	»	»	»
<b>Fruits secs</b>			
Amandes de Chio...	l'ocq. p.	13-15	»
Noisettes de Trébizonde...	le quint.	145-160	»
Noix d'Anatolie...	l'ocque	312-313	»
Figues de Calamata...	le quint.	200-250	»
» de Smyrne...	»	140-145	»
Raisin noir de Tchessmé...	l'ocque	6-8	»
» de Phokos...	»	»	»
» rouge élémé...	»	»	»

## OBSERVATIONS

GALATA, le 6 Juin 1877.

**Céréales.** — De bonnes affaires ont été conclues pendant la semaine dernière, et les prix avaient gagné une sensible avance, mais depuis hier l'absence d'acheteurs et les nouvelles peu favorables de Marseille ont contribué à imprimer une légère baisse qui, croit-on, sera plus accentuée si le calme venait à persister en Europe. La faiblesse du marché est, d'ailleurs, due moins aux nouvelles d'Europe qu'à l'insatisfaction des récoltes en général. Le stock est toujours assez fort; on l'évalue à 250,000 kilés, dont la plus grande partie provient de Philippopoli par le chemin de fer de Roumèlie. Les autres grains sont dans le même état de faiblesse; les orges valent de 18 à 25 piastres le kilé pour la consommation locale, monnaie courante, et les maïs 14 p. exportation, la L. T. à 100 piastres.

**Denrées coloniales.** — L'état du marché est toujours languissant et les prix perdent du terrain. Les cafés sont sans changement de position et de prix, mais les bougies steariques, les riz sont plus faibles. Les pétroles sont tombés à p. 67. Il n'y a que les sucres qui sont encore est-il qu'à ces prix il y a peu de vendeurs, attendu que les prix ont haussé aux pays producteurs, et le stock est devenu très-faible.

Au ministère de la guerre ont été adjugés dernièrement les articles suivants: 400,000 ocques d'huile d'olives pour le dit ministère à p. 640 paras l'ocque; 30,000 ocques pour la grande maîtrise de l'artillerie à p. 613 paras; 400,000 ocques de beurre de Sibirie à p. 4142 paras, et 50,000 ocques livrables à Varna au prix de p. 14.35/40 l'ocque, le tout contre medjidiés d'argent à p. 20.

Les prix sont pour des ventes en gros. — Les icles non cotés manquent. — Les articles d'exportation ci-dessus sont franco-bordo sans droit d'importation.

## COMPAGNIES ANONYMES D'ASSURANCES MARITIMES FRANÇAISES

## LE COMPTOIR MARITIME

CAPITAL SOCIAL :  
TROIS MILLIONS DE FRANCS

## LA PRÉVOYANCE

CAPITAL SOCIAL :  
DEUX MILLIONS DE FRANCS

## LA MÉLUSINE

CAPITAL SOCIAL :  
DEUX MILLIONS DE FRANCS

## LA SÉCURITÉ

CAPITAL SOCIAL :  
UN MILLION CINQ CENT MILLE FR.

## AGENCE DE CONSTANTINOPLE

Les quatre Compagnies qui ont chacune leur siège distinct à Paris ou elles jouissent de la plus grande confiance par l'importance des capitaux dont elles disposent et par la régularité de leurs opérations, ont établi une agence à Constantinople pour soumettre collectivement sur cette place des contrats d'assurance pour risques maritimes et de navigation intérieure et pour risques de transport par terre.

La création de cette agence procure ainsi aux commerçants, banquiers et armateurs, le moyen de faire couvrir à Constantinople même, par des compagnies de premier ordre, réunies en une seule agence, des assurances que leur importance les obligeait le plus souvent à ordonner au dehors, afin de ne point diviser ces assurances entre plusieurs agents de compagnies, opérant séparément, et éviter les difficultés auxquelles pouvait donner lieu le règlement des indemnités à réclamer à chacun de ces agents en cas de sinistres ou d'avaries.

M. IGNACE ALBINI a été nommé agent des dites compagnies suivant procuration reçue par M. Emile Alexandre Baudrier et son collègue, notaires à Paris, et déposée au Consulat de France.

Pour plus amples renseignements s'adresser au siège de l'agence à Moumhané Cité Française, au dessus de la Compagnie FRAISSINET.

## LA ROMANIA

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE D'ASSURANCES ÉTABLIE A BUCHAREST  
Contre l'Incendie, la Grêle, les Sinistres Maritimes et sur la Vie.Agent général à Constantinople, FRÉDÉRIC KRAUSE.  
74, rue Moum-hané, Galata, près du Lloyd Autrichien.

## TRIBUNAL DE COMMERCE

4<sup>me</sup> CHAMBRE.

## AVIS.

Faillite du Sieur Raphael Perissi.

Les créanciers de la susdite faillite sont invités à se présenter, le 31 mai 1877 (v. s.), de 4 heures jusqu'à 6 heures à la turque, à la salle des juges commissaires du tribunal de commerce, pour délibérer sur le concordat proposé par le susdit failli.

SERVIZIO POSTALE  
DE LA COMPAGNIA ITALIANA  
DI NAVIGAZIONE A VAPORE  
FLORIO

## ARRIVO IN COSTANTINOPOLI

Da Odessa... ogni Lunedì  
Da Marsiglia ecc... Domenica

## PARTENZA DA COSTANTINOPOLI

Per Odessa... ogni Lunedì sera a ore 2  
Per la linea di Marsiglia... Martedì » » » 4

## ITINERARIO.

Odessa, Costantinopoli, Dard-nelli, Smirne, Salonicco (1) Pireo, Messina, Palermo, Napoli, Livorno, Genova e Marsiglia.

Tanto alla venuta quanto al ritorno, coincidenze e transbordo al Pireo di merci, passeggeri e posta coi vapori della Compagnia che fanno le linee di Trieste, Venezia, Brindisi et Corfù.

La Compagnia s'incarica di qualunque spedizione di merci per ogni parte della Germania.

I viaggi da Odessa a Marsiglia e vice-versa avranno luogo senza transbordo.

Per informazioni, etc. dirigersi all'Agencia principale, sita a Moum-hané, Cité Française N. 63, précisément nel locale che era occupato da Lloyd Austro-Ungarico, ovvero a quella succursale sita in Stambul Baktché-Capou, Cheislam han. N. 3.

(1) Una settimana Smirne, altra Salonicco.

## Par ces TEMPS DE CRISE ET DE STAGNATION DES AFFAIRES,

Un des remèdes infallibles pour les combattre est bien certainement.

## L'INSERTION DANS LES JOURNAUX BIEN EMPLOYÉ

## ÉCONOMIQUEMENT.

C'est en raison de cette thèse et de notre longue expérience dans cette matière, que nous nous permettons d'attirer tout spécialement l'attention du public sur notre annonce, et de l'inviter de s'adresser à nous en toute confiance.

Nous sommes toujours consciencieusement occupés de garantir le succès de chaque insertion, en choisissant de préférence ceux du nombre des journaux dont notre clientèle peut attester les nombreux résultats.

Dans les circonstances d'économie actuelles, ou tout continue doit être bien employé, et qu'on est forcé d'opposer quelques sacrifices pour s'assurer tant soit peu le succès, nous croyons agir dans l'intérêt du public en leur recommandant notre agence.

BUREAU d'annonces pour tous les journaux du monde. Agence Générale de la Typographie de Graz, seul représentant du journal politique quotidien La Turquie de Constantinople.

Vienne Stadt Ruemergasse 43.

## FEUTRE POUR TOITURE

de Anderson et Son

Ce feutre, employé avec succès par les compagnies de chemins de fer, de mines de houille, et un grand nombre d'industriels, en France et en Angleterre, procure une toiture inébranlable par dessus, légère et de longue durée. Les toitures en feutre ANDERSON et SON durent depuis 25 à 30 ans.

Feutre pour doublage de navires, pour enveloppe de tuyaux et chaudières.

Agence et dépositaires,

L. et A. BERTIN FRÈRES

Cité Française.

## NOUVELLE



COMPAGNIE MARSEILLAISE

DE NAVIGATION A VAPEUR

A. et L. FRAISSINET et Cie.

SERVICE HEBDOMADAIRE

ENTRE MARSEILLE ET CONSTANTINOPLE

Départs le Marseille chaque jeudi

Départs de Constantinople chaque SAMEDI, à 4 h. du soir, en touchant à Rodosto, Gallipoli, Dardanelles, Salonique, Volo, Pirée et Naples.

Transbordement à Naples, sur les bateaux de la Compagnie, pour Civita-Vecchia, Livourne et Gènes, maison de transit A. et L. FRAISSINET et Cie. pour la France et l'étranger.

Pour plus amples informations s'adresser à l'Agence (Cité Française) et à M. D. Courtolli, courtier de la Compagnie à Car.

TYPOGRAPHIE ET LITHOGRAPHIE CENTRALES.

76<sup>me</sup> LOTERIE DE BRUNSWICK-LUXEMBOURG AVEC 41000 PRIMES SUR 79000 LOTS

SIX TIRAGES AURONT LIEU DANS LE MOIS DE

**BUREAU DE CHANGE**  
H. KLARFELD & C<sup>ie</sup>

ACHAT et VENTE de toutes valeurs, soit du pays, soit de l'étranger, telles que:

**Actions, Obligations et espèces diverses.**

Emission de promesses pour tirages d'obligations à primes et vente de ces obligations contre paiements échelonnés. Escompte des coupons.

Toute transaction d'un bureau de change.

**Lots et Promesses**  
DE L'EMPRUNT A PRIMES  
**AUTRICHIEN 1864.**

Tirage 1<sup>er</sup> Juin 1877. — 1<sup>re</sup> Prime fr. 20,000.

**LOTTERIE ROYALE DE SAXE,**  
se composant de 100,000 billets dont 50,000 gagnants avec prime de:

Marks 500,000—300,000—200,000—150,000—100,000, etc.

Les tirages auront lieu en Janvier, Février, Mars, Avril et Mai 1877.

Janvier, Février, Mars, Avril, Mai, 1875, avec primes de Thalers

JOHN GOSNELL & C<sup>ie</sup>.

Parfumeurs brevetés de Sa Majesté la Reine d'Angleterre, de Son Altesse Royale la Princesse de Galles et des principales Cours de l'Europe.

CARIE DES DENTS ARRÊTÉE  
CU PRÉVENUE A TINGOVEL

Se traite chez tous les parfumeurs

**CHERRY TOOTH PASTE**  
PATRONIZED BY THE QUEEN

BLANCHIR LA PERLE  
DONNER A L'ÉMAIL DES DENTS  
et pharmacie du monde.

L'usage a confirmé ses incomparables qualités pour la toilette et les dents de la bouche.

**LA MEILLEURE PRÉPARATION POUR LES DENTS.**

Se méfier des contrefaçons. Les propriétaires du